Restitution de l'enquête (3D sur la CSRD



Enquête réalisée au premier trimestre 2024 auprès d'entreprises françaises et des membres du C3D

Juin 2024



Introduction

Pour rappel, la Directive CSRD vise à harmoniser les pratiques de reporting ESG des entreprises, afin d'améliorer la comparabilité de leur performance extra-financière.

Cette première enquête, menée entre février et mars 2024 auprès de 85 représentants d'entreprise – dont certains membres du C3D - porte sur la CSRD et ses premiers mois d'application.

Elle permet de dresser un panorama complet de la situation des entreprises face à cette nouvelle réglementation, d'avoir une vue d'ensemble et de partager des éléments objectifs sur la situation - telle que réellement vécue - au sein des organisations soumises à cette directive. Compte tenu de l'évolution de l'actualité et de l'engagement des entreprises, cette photographie est évolutive. Une seconde enquête sera notamment conduite dans les prochains mois.

Pour rappel, la CSRD (Directive européenne n°2022/2464) a été :

- Adoptée par la Commission Européenne le 10 novembre 2022.
- Précisée via les actes délégués publiés le 31 juillet 2023
- Transposée en droit français le 6 décembre 2023 (ordonnance n° 2023. 2023-1142).
- Elle est entrée en vigueur au 1er janvier 2024.



Calendrier de mise en application de la CSRD

Janv. 2025

Entrée en application pour les entreprises cotées sur le marché réglementé européen, déjà soumises à la NFRD (reporting sur l'exercice 2024)

Janv. 2027

Entrée en application pour toute PME cotée sur le marché réglementé européen (reporting sur l'exercice 2026) // avec une possibilité d'aménagement (opt-out jusqu'à N+2) //

Janv. 2029

Entrée en application pour les filiales de groupes non européens ou pour toute grande entreprise de pays tiers, dont le CA net réalisé dans l'Union européenne est >150 millions d'euros pour chacun des deux derniers exercices consécutifs (reporting sur l'exercice 2028)

2024 2025 2026 2027 2028 2029

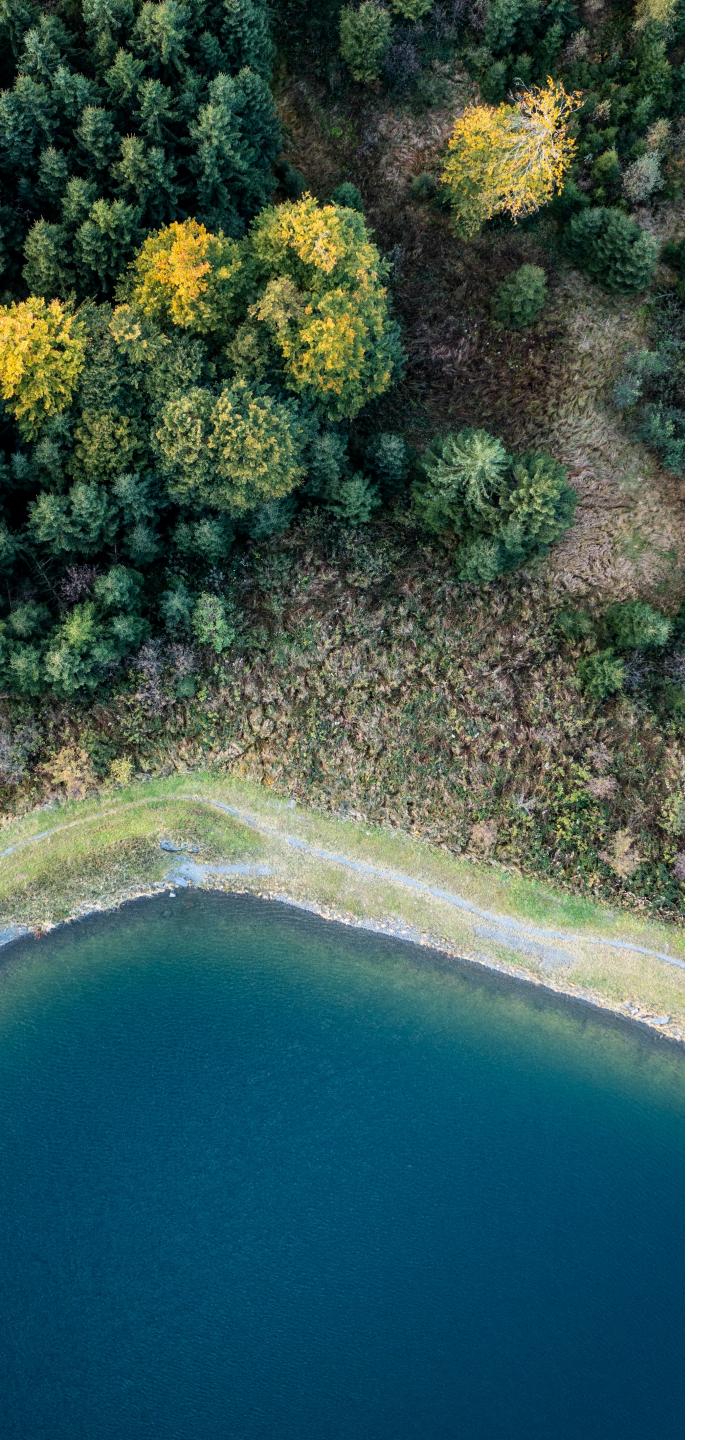
Janv. 2026

Entrée en application pour les autres grandes entreprises (non cotées sur le marché réglementé européen), remplissant au moins 2 des 3 critères (reporting sur l'exercice 2025) :

- ► 250 collab
- ► +50 millions de CA
- ► +25 millions de bilan

Approche volontariste pour les PME non cotées et les ETI

- selon une norme ESRS d'application volontaire (VSME)
- présentant 3 niveaux de complexité/maturité différents

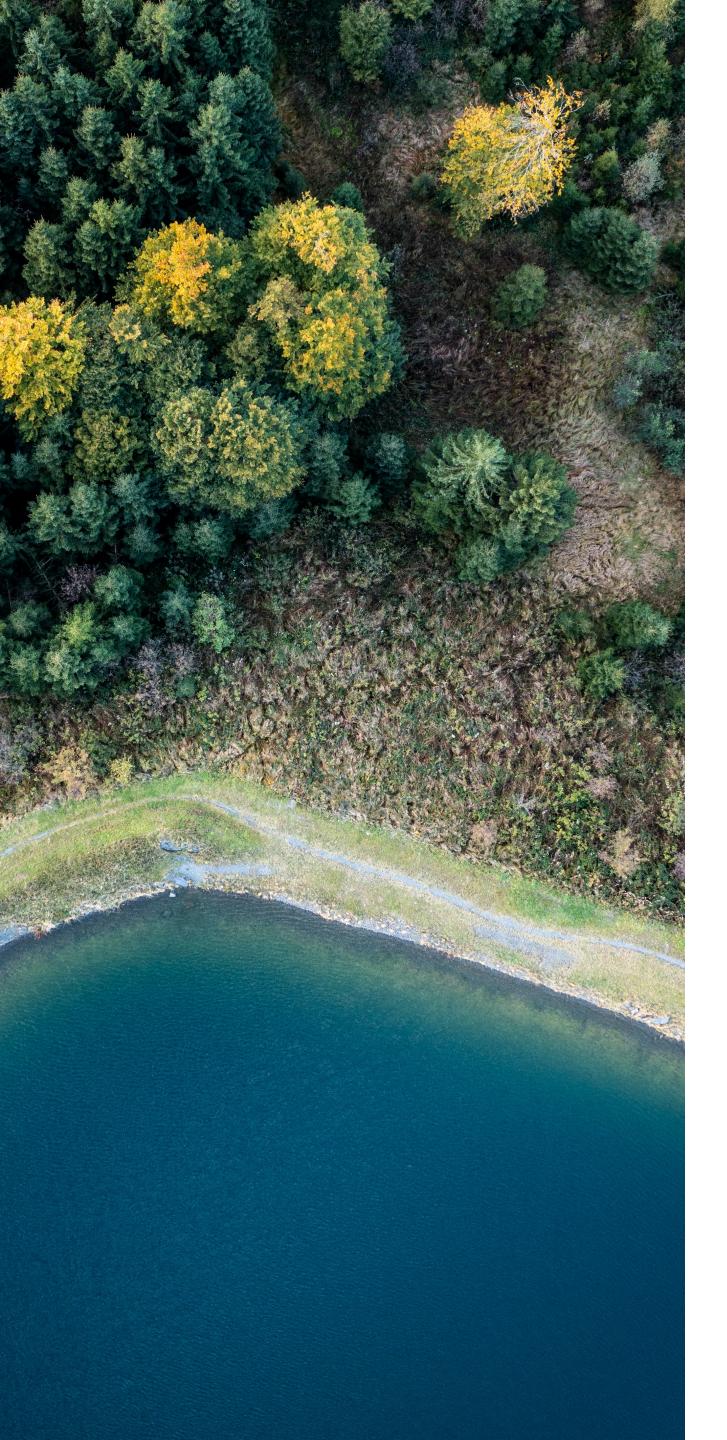


Quelques conclusions de l'enquête

La CSRD représente un défi majeur pour les entreprises, et ce, à différents égards.

- Si le déploiement de ce projet d'entreprise donne lieu dans 1 cas sur 5 à un copilotage, les équipes RSE restent fortement mobilisées et impliquées dans la mise en application de la CSRD ... avec une supervision directe par la Direction Générale
- En raison d'une surcharge de travail équivalente à 1 à 2 ETP
- 9 répondants sur 10 ont choisi de se faire accompagner par un partenaire externe, sur tout ou partie de leur projet CSRD

- Pour près de la moitié des répondants, le budget nécessaire à une mise en conformité avec la directive CSRD se situe entre 50 et 200 K€ ... du fait de l'accompagnement par différents tiers, mais aussi de par l'évolution nécessaire des outils de collecte de données et des process, au sein de l'entreprise
- Si les entreprises estiment globalement leur nombre d'enjeux matériels entre 10 et 20, elles anticipent une augmentation nettement significative du nombre d'indicateurs ESG collectés, signe d'un pilotage plus efficace de leurs impacts sociaux et environnementaux
- La mise en œuvre de la CSRD nécessite non seulement des ajustements opérationnels et financiers, mais aussi une réorientation stratégique profonde des entreprises



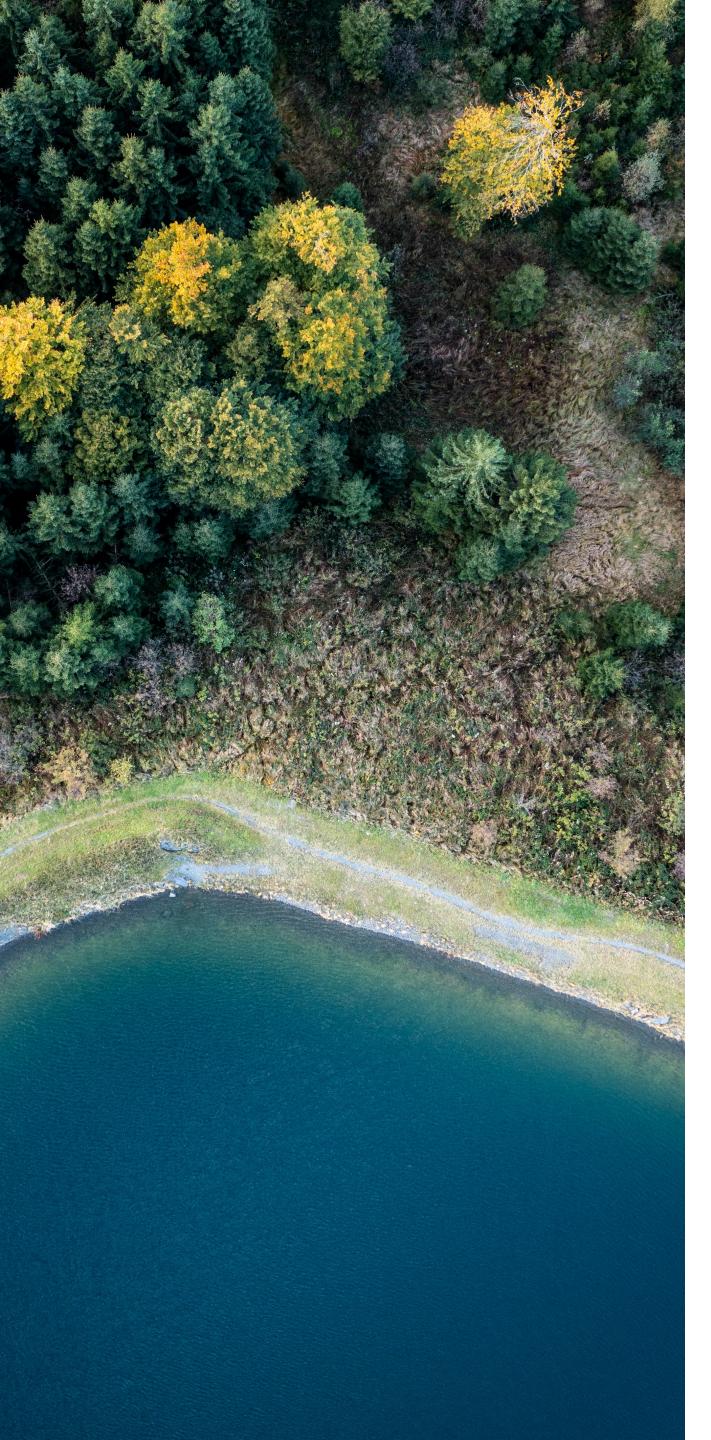
Quelques conclusions de l'enquête

L'échantillon qui a répondu à l'enquête dispose de la capacité à mettre en place cette nouvelle réglementation Européenne. Cet échantillon représente les premières entreprises concernées, c'est-à-dire celles de plus grandes tailles et donc celles qui ont la capacité de traiter et d'analyser ce fort niveau de complexité. Elles sont en mesure de mobiliser des experts et de tirer partie des associations professionnelles pour mener à bien leurs travaux.

Force est de constater que le niveau de mobilisation est très élevé et que le niveau d'anticipation est important pour faire face à ce nouvel exercice réglementaire. Si les premiers travaux font apparaitre comme attendu une densification du reporting, force est de constater que les attentes en termes de bénéfices attendus est à la hauteur des moyens mobilisés.

La mise en place de la CSRD en France apparait comme profondément engagé par les grandes sociétés, ce qui va permettre aux sociétés de plus petites tailles de bénéficier d'un riche retour d'expérience qui devrait leur permettre de faire des raccourcis et des économies pour leur propre mise en place.

Dans la seconde étude, il sera intéressant de confirmer les tendances observées dans un contexte d'évolution fort des pratiques et des cadres (en particulier normes d'audit). Cette seconde étude confirmera aussi les souhaits des entreprises à faire évoluer leur processus et outils de reporting ainsi que la manière dont ils souhaitent faire évoluer leurs équipes.



Qui sont les répondants?

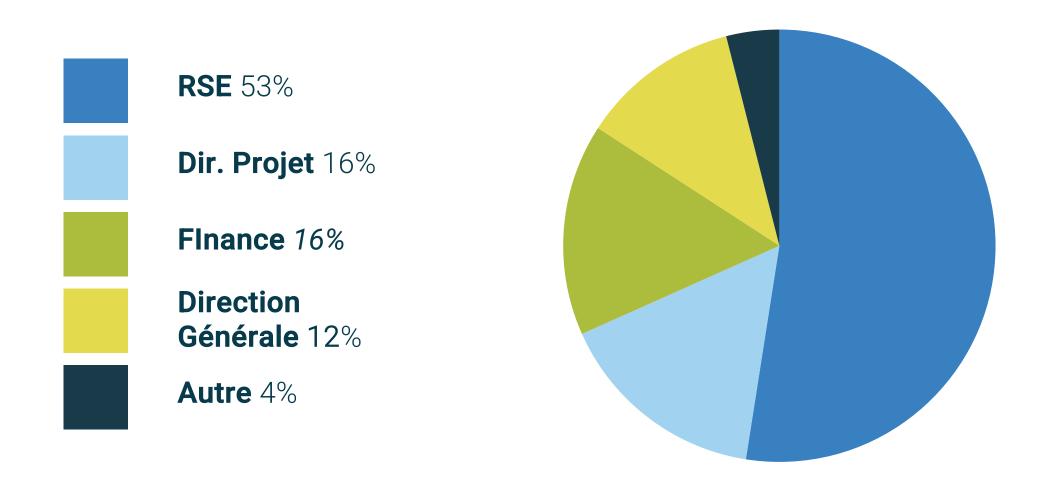
Si les répondants sont majoritairement issus de grandes entreprises qui sont les premières concernées par la CSRD dès le 1^{er} janvier 2025, les répondants ont un profil varié et sont issus de différents horizons. Leur passé RSE est aussi très varié.

- 65% des répondants ont un CA supérieur à 1 milliard d'euro
- 53% des répondants sont issus de la Direction RSE, la Finance représente 16% des répondants et les Directions générales 12%.
- 49% des répondants ne font pas partie de sociétés cotées en bourse.
- 33% des répondants n'étaient pas soumis à la DPEF.
- 13% des répondants sont des filiales de groupes non-européens.

Le détail des chiffres ci-dessus est à retrouver dans les slides suivantes.

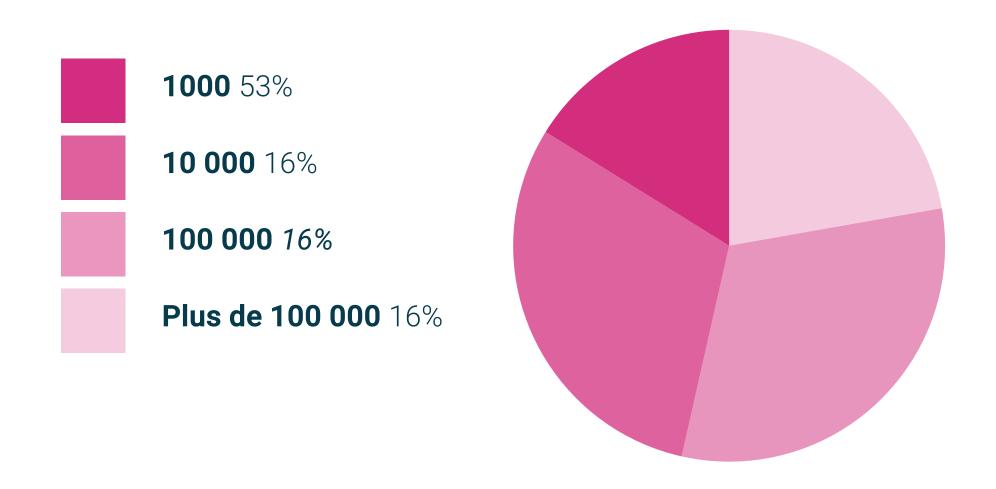
Profil des répondants

Département



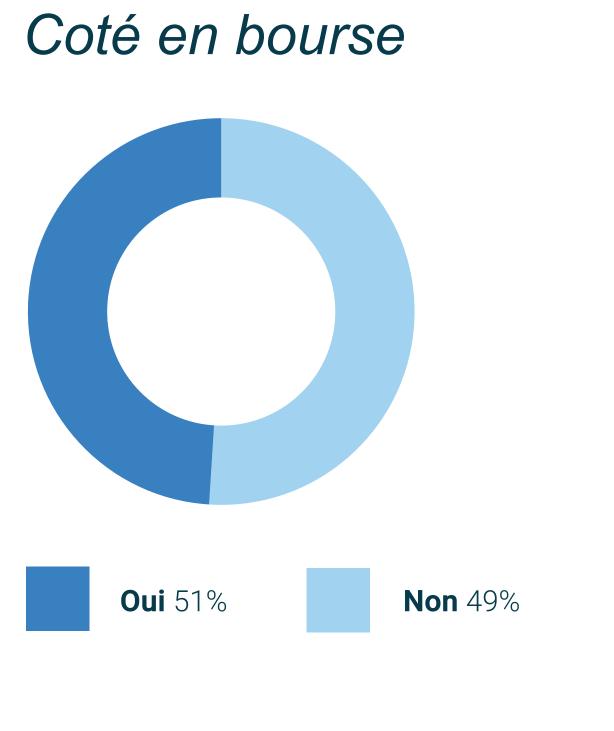
53% des répondants sont issus de la Direction RSE, la Finance représente 16% des répondants et les Directions générales 12%

Nombre de salariés



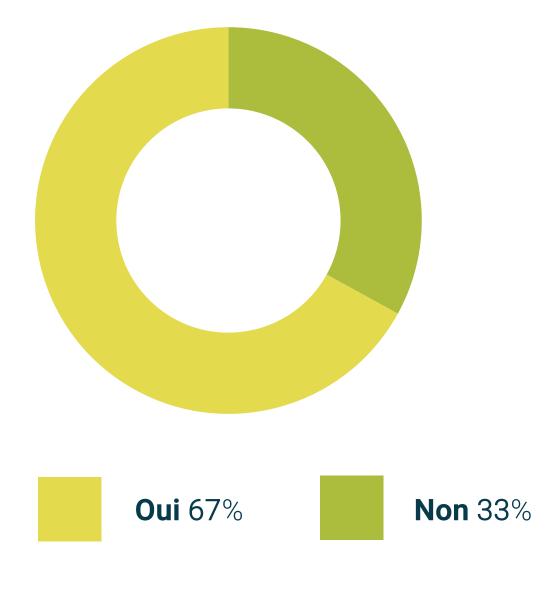
48% des répondants viennent de sociétes de plus 10 000 personnes

Profil des répondants



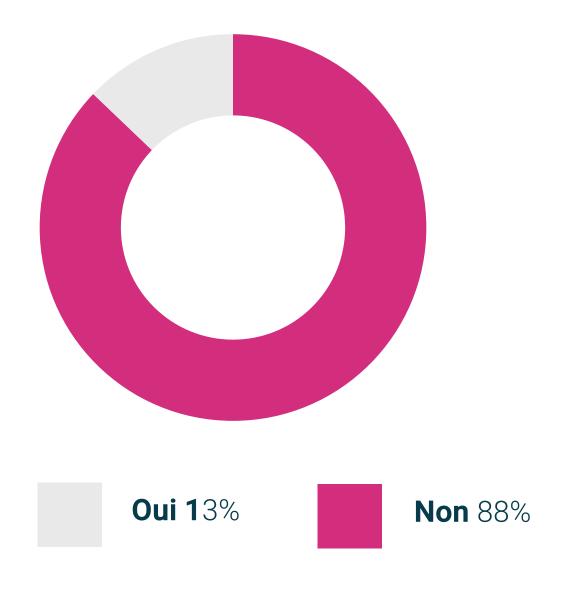
49% des répondants ne sont pas cotés en bourse





33% des répondants n'étaient pas soumis à la DPEF

Filiale de groupe étranger



13% des répondants sont des filiales de groupes non-européens





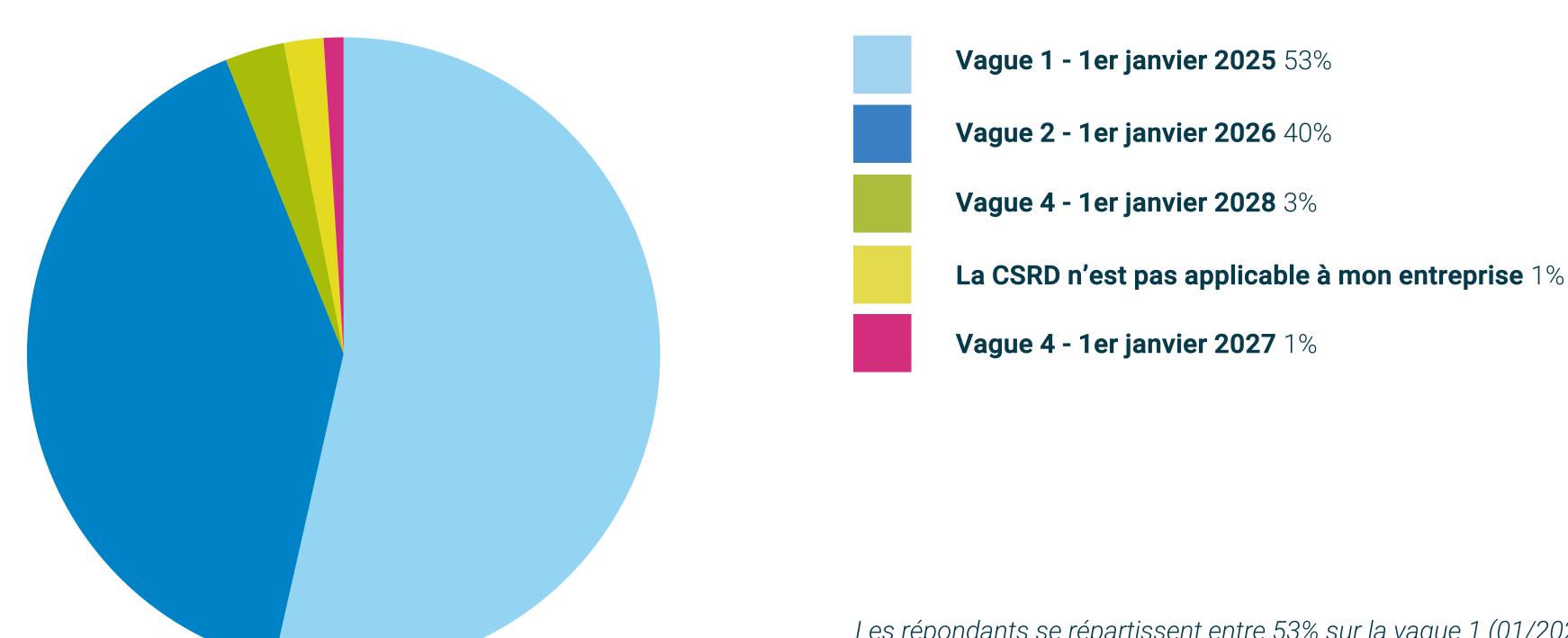
Comment se passe la mise en place?

A la fin du premier trimestre 2024, le niveau de mobilisation sur le projet de mise en place de la CSRD au sein des entreprises était très important pour celles de la vague 1 (applicable au 01/2025) comme celles de la vague 2 (applicable au 01/2026). Si on retrouve un fort niveau d'engagement de la Direction RSE, les autres directions sont aussi très impliquées ainsi que les Conseils d'Administration. Si l'avancement est jugé satisfaisant par les répondants, le coût de mise en place est jugé couteux pour 57% d'entre eux mais 33% trouvent cependant son coût acceptable.

- 67% des répondants indiquent que la Direction Générale suit directement les travaux de mise en place de la CSRD.
- 53% des répondants indiquent que les Conseils d'Administration ont demandé un point d'avancement sur la CSRD.
- 65% des répondant s'estiment dans les temps concernant la mise en place de la CSRD, seuls 21 % s'estiment en retard et 3% se pensent en avance.
- 57% des répondants disposent déjà d'au moins une première version de leur matrice de matérialité.
- Seuls 28% des répondants ont finalisé leur analyse de risques détaillée.
- 63% des répondants n'ont pas clos l'analyse des textes réglementaires de la CSRD.
- Pour 40% des répondants, la surcharge de travail générée par la CSRD s'élève à 1 ETP et 26% estiment cette charge à 2 ETP.
- 63% des répondant ont mobilisés des ressources internes et externes dans le cadre de la mise en place de le CSRD, ils ne sont que 10% à n'utiliser que des ressources internes.
- 75% des répondants chiffrent à entre 1 et 200 Keuro le budget nécessaire pour la mise en place de a CSRD, ils sont 11 % à déclarer un budget supérieur à 600 Keuro.

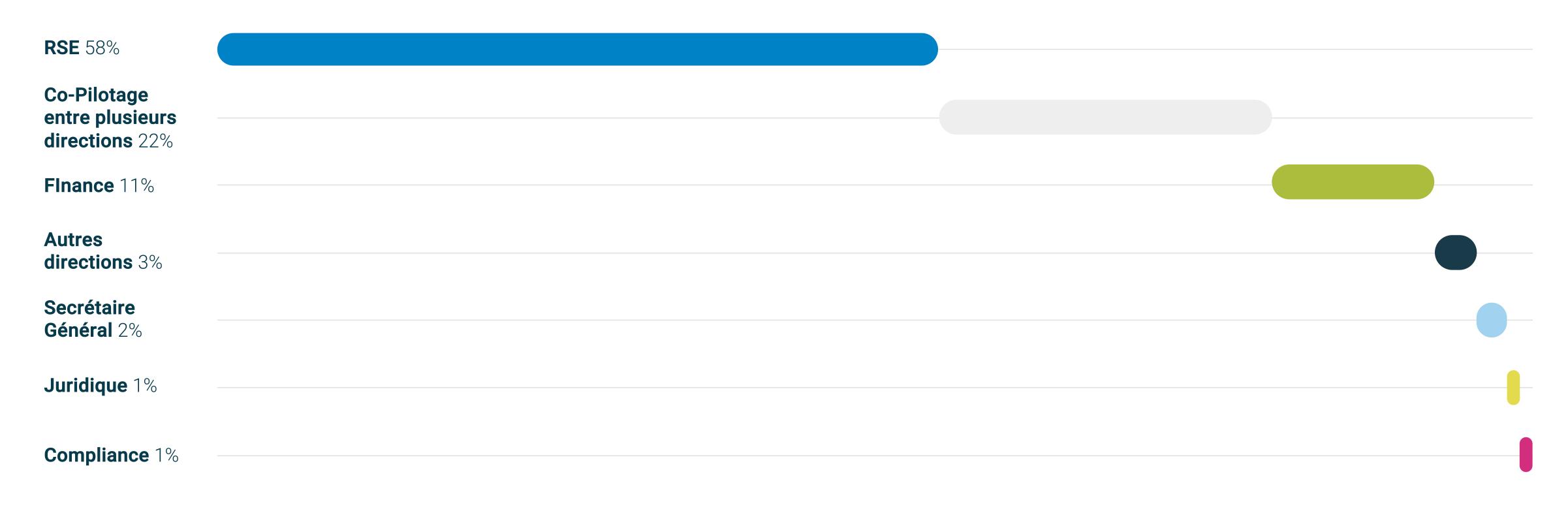
Le détail des chiffres ci-dessus est à retrouver dans les slides suivantes.

Quand devez-vous publier votre Rapport de Durabilité au format CSRD?



Les répondants se répartissent entre 53% sur la vague 1 (01/2025) et 40% sur la vague 2 (01/2026)

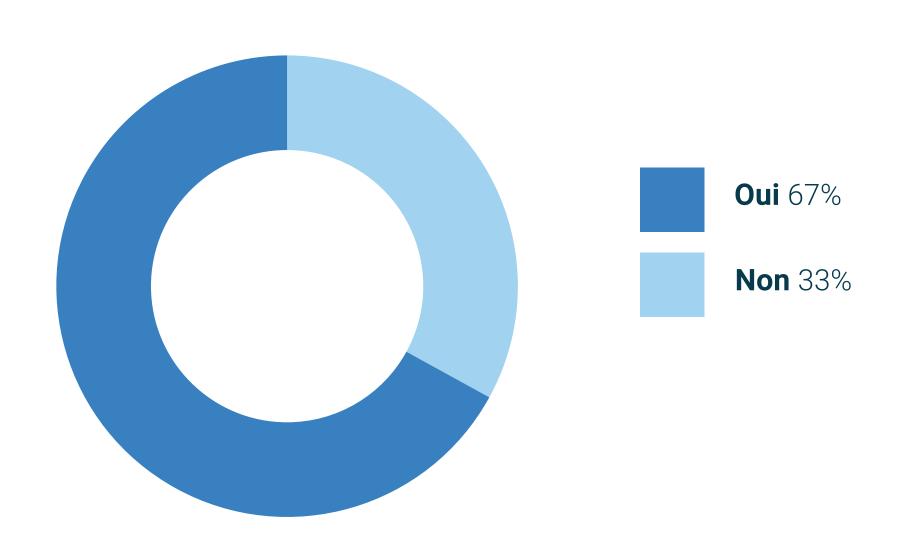
Quel département pilote le projet de mise en place de la CSRD ?



58% des répondants indiquent que le projet de mise en place de la CSRD est directement piloté par les équipes RSE, seuls 22% mentionnent un co-pilotage du projet et seulement 11% par la Finance

Le projet de mise en place de la CSRD est-il directement suivi par le DG?

Le Conseil d'Administration a-t-il déjà demandé un point d'avancement sur la mise en place de la CSRD?

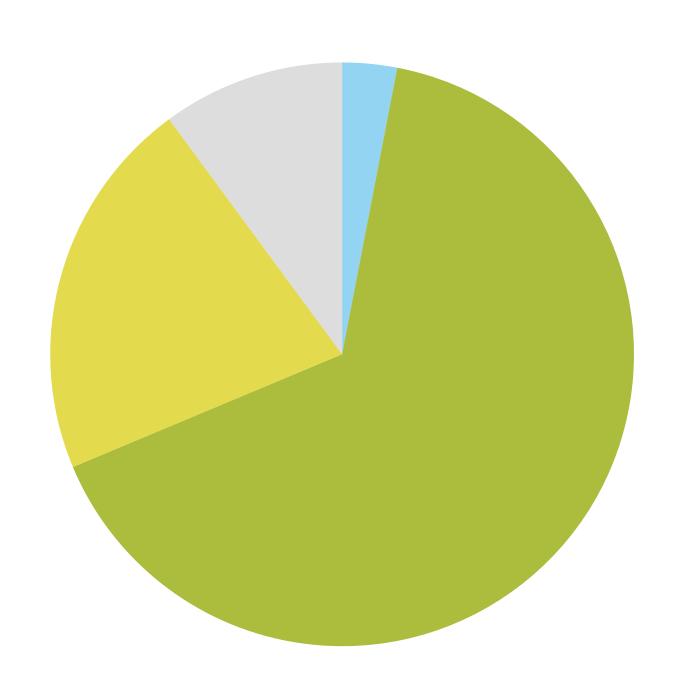




67% des répondants indiquent que la DG suit directement les travaux de mise en place de la CSRD

53% des répondants indiquent que les CA ont demandé un point d'avancement sur la CSRD

Compte tenu de la date de votre première publication de rapport de Durabilité CSRD, vous diriez que vous êtes...

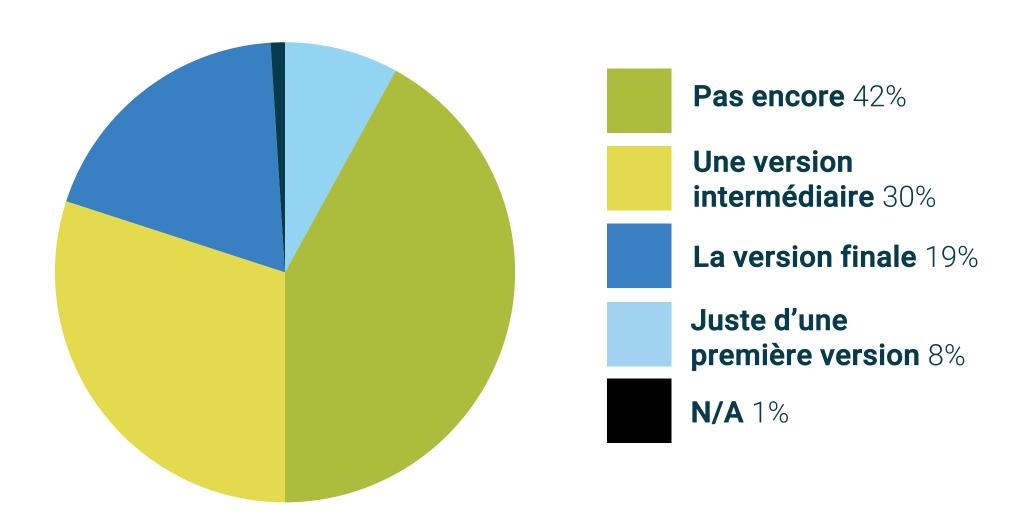


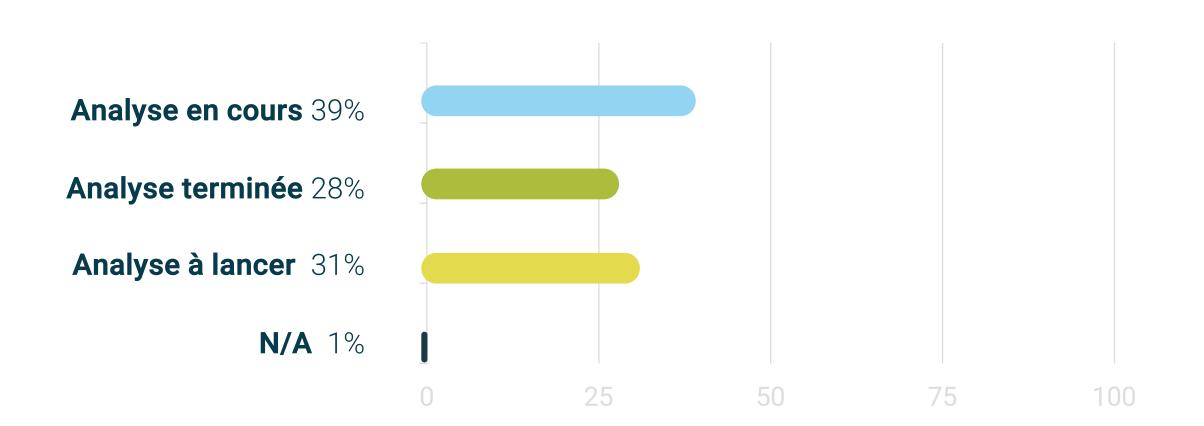


65% des répondant s'estiment dans les temps concernant la mise en place de la CSRD, seuls 21% s'estiment en retard et 3% se pensent en avance

Disposez-vous d'une matrice de double matérialité?

Avez-vous fait une analyse de risques détaillée ?





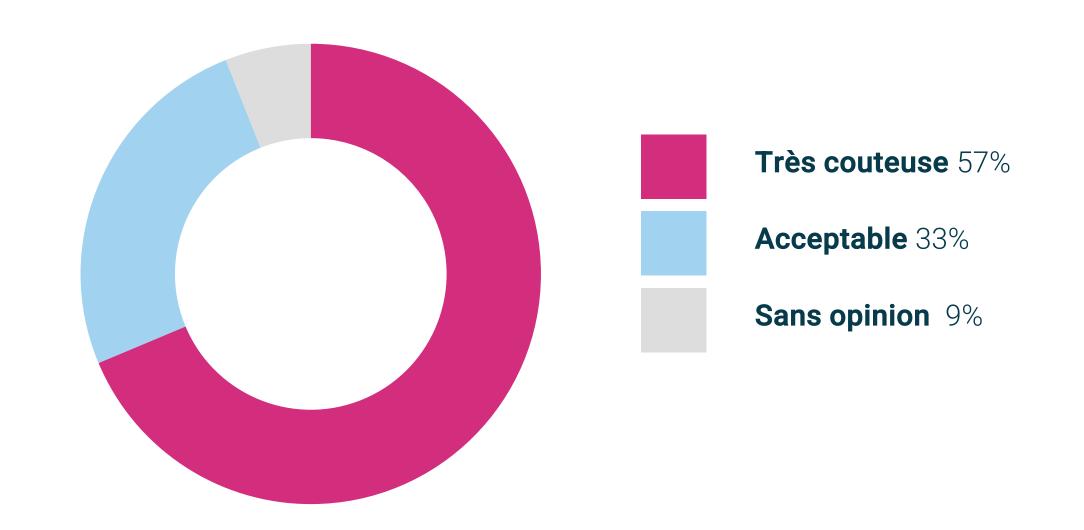
57% des répondants disposent déjà d'au moins une première version de leur matrice de matérialité.

Seuls 28% des répondants ont finalisés leur analyse de risques détaillée

Avez-vous fini d'analyser les textes CSRD?

Analyse en cours 48% Analyse terminée 37% Analyse à lancer 15% 0 25 50 75 100

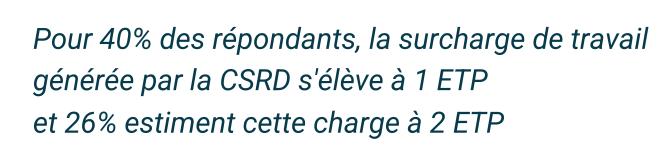
Comment jugez-vous le coût de la mise en place de la CSRD?

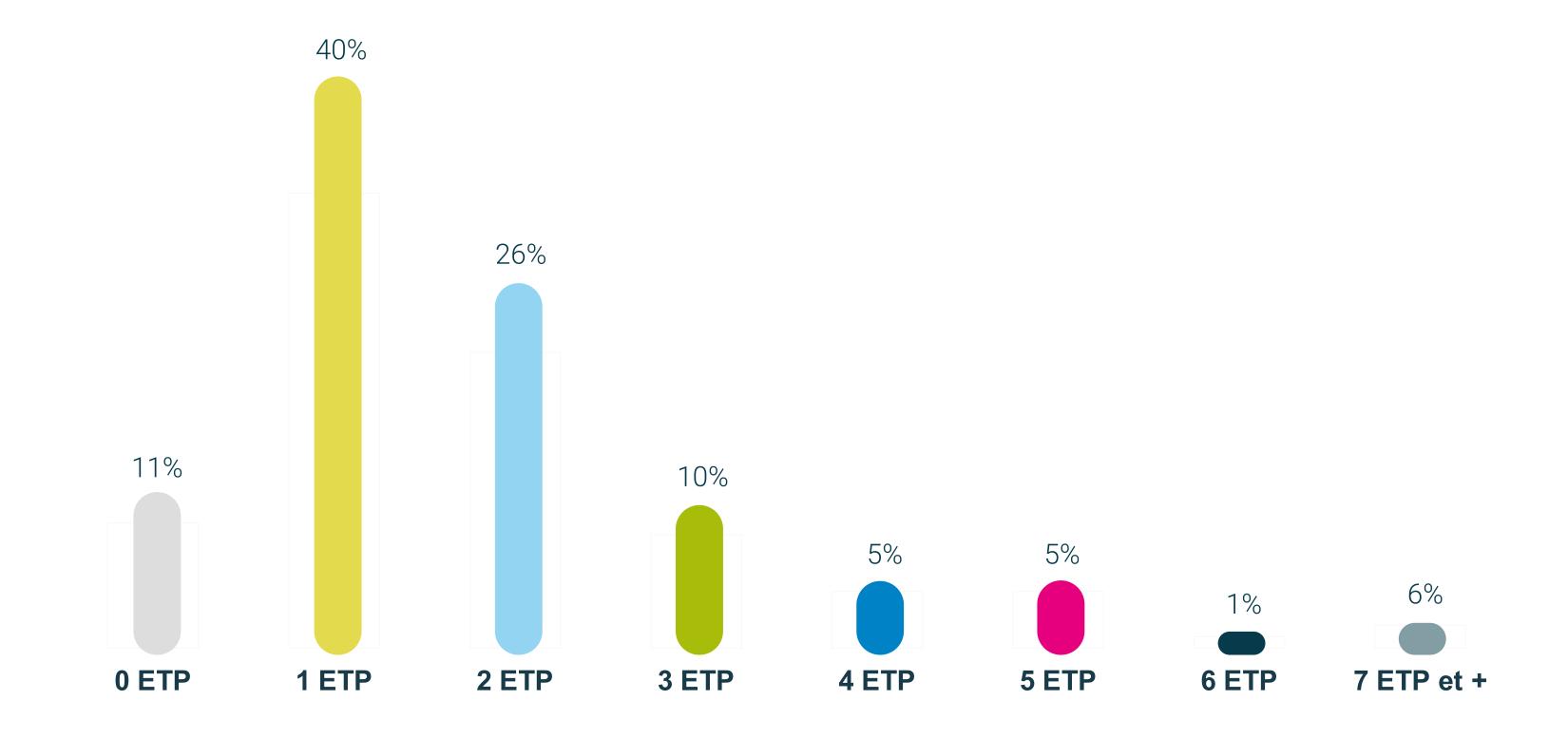


63% des répondants n'ont pas clos l'analyse des textes réglementaires de la CSRD

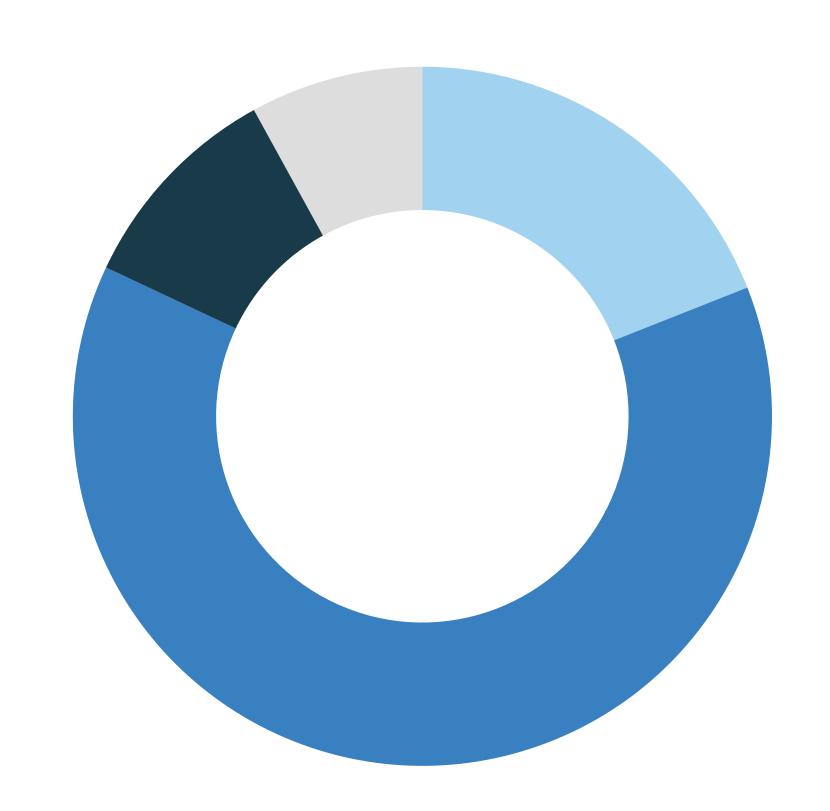
Pour 57% des répondants la mise en place de la CSRD est jugée très couteuse cependant 33% pensent son coût acceptable.

Quelle est la charge de travail que vous avez consacrée en interne depuis le lancement des travaux CSRD?





Vous êtes-vous fait aider pour ces différents travaux CSRD?



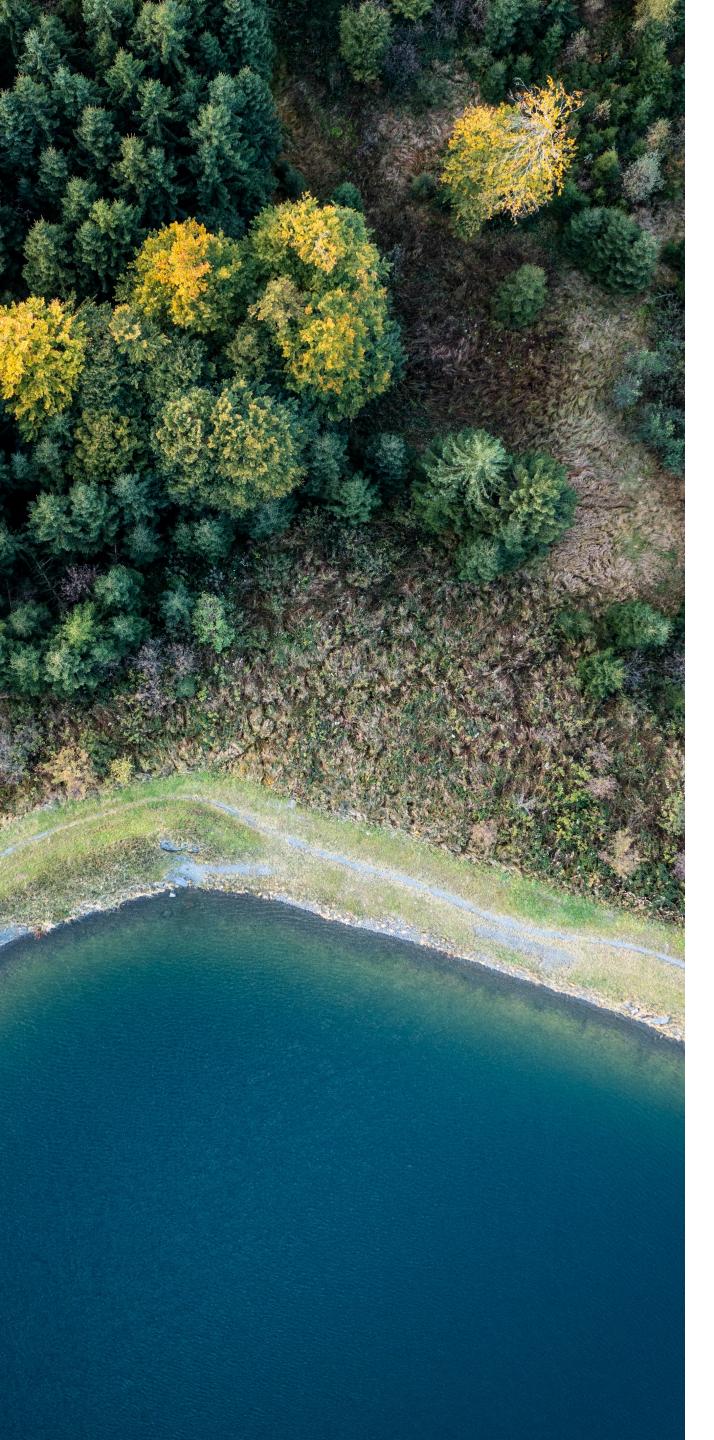


63% des répondant ont mobilisé des ressources internes et externes dans le cadre de la mise en place des travaux CSRD, ils ne sont que 10% à ne se pas faire aider et à n'utiliser que des ressources internes

Quel budget externe avez-vous consacré pour vous faire aider dans le cadre de la mise en place de la CSRD ?

75% des répondants chiffrent entre 1 et 200Keuro le budget nécessaire pour la mise en place de la CSRD, ils sont 11% à déclarer un budget supérieur à 600Keuro

6000	2%
2000	2%
1000	3%
Entre 600 et 700	4%
Entre 300 et 400	4%
Entre 200 et 300	6%
Entre 100 et 200	28%
Entre 50 et 100	25%
Entre 0 et 50	22%
0	6%



Quels impacts attendus?

Au-delà des contraintes de reporting et des moyens à mobiliser pour mettre en place la CSRD, les répondants saluent l'ambition affichée par la CSRD et estiment que les avancées de cette nouvelle réglementation extra-financière vont dans le bon sens. Dans ce cadre, les répondants identifient la nécessité d'étoffer les équipes pour faire face à ces nouveaux enjeux.

- 72% des répondant jugent l'ambition de la CSRD très importante.
- 70% pense que cette nouvelle réglementation va faire avancer les choses dans le bon sens, seul 10% sont d'un avis contraire.
- 70% des répondants estiment que l'arrivée de la CSRD va être un accélérateur de transformation dans l'entreprise, ils ne sont que 5% à estimer que l'impact sera négatif.
- 57% des répondants estiment que la CSRD n'a pas fait évoluer la vision des autres départements sur les sujets ESG, 18% pensent que l'impact est positif et 14% que l'impact est négatif.
- Si 37% des répondants ne prévoient pas de recruter, au moins une ressource sera recrutée pour 39% des répondants et ils sont 24% à prévoir de recruter plus de 2 personnes.

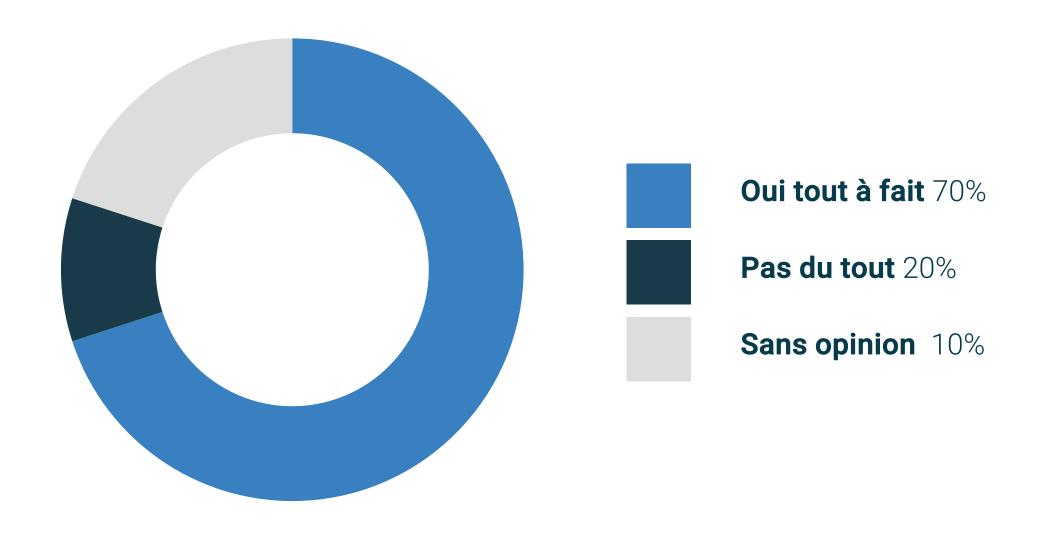
Le détail des chiffres ci-dessus est à retrouver dans les slides suivantes.

Comment jugez-vous l'ambition de la CSRD?

Très importante 72% Bien calibrée 23% Sans opinion 5%

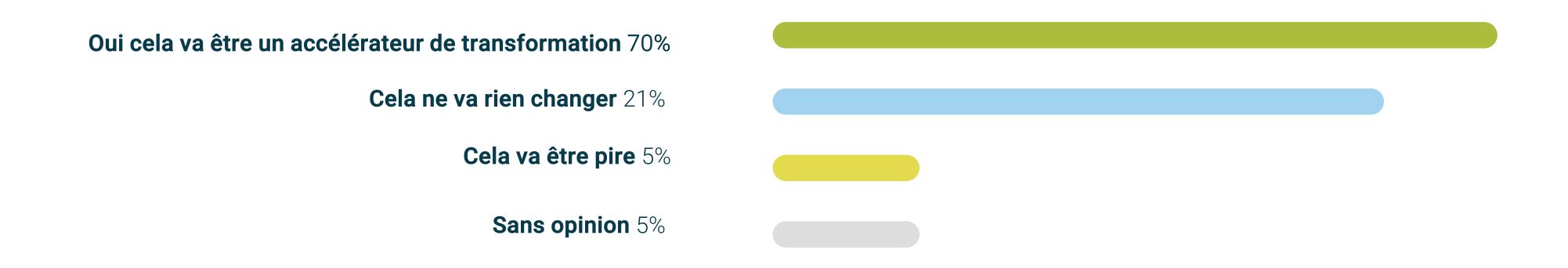
72% des répondant jugent l'ambition de la CSRD très importante

Pensez-vous que la réglementation va faire avancer les choses ?



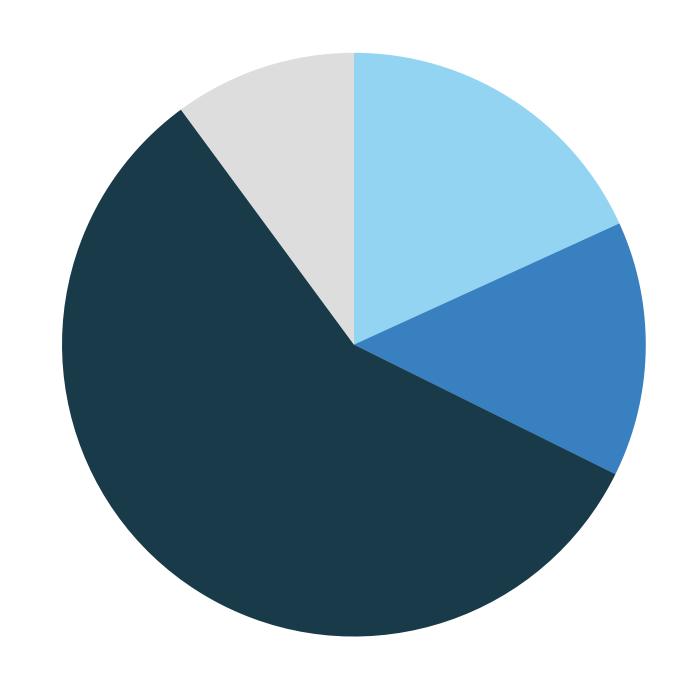
70% pense que cette nouvelle réglementation va faire avancer les choses dans le bon sens, seul 10% sont d'un avis contraire.

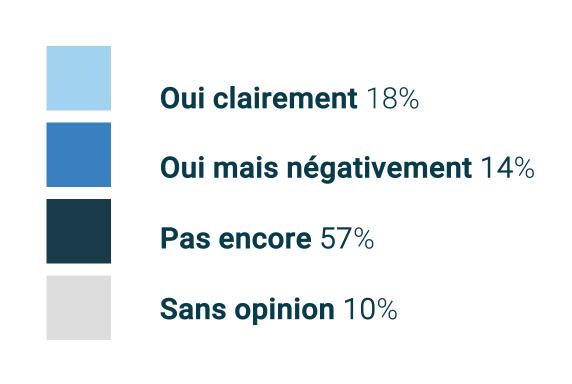
Pensez-vous que la CSRD va vous permettre de parler plus facilement des sujets ESG dans votre entreprise ?



70% des répondants estiment que l'arrivée de la CSRD va être un accélérateur de transformation dans l'entreprise, ils ne sont que 5% à estimer que l'impact sera négatif

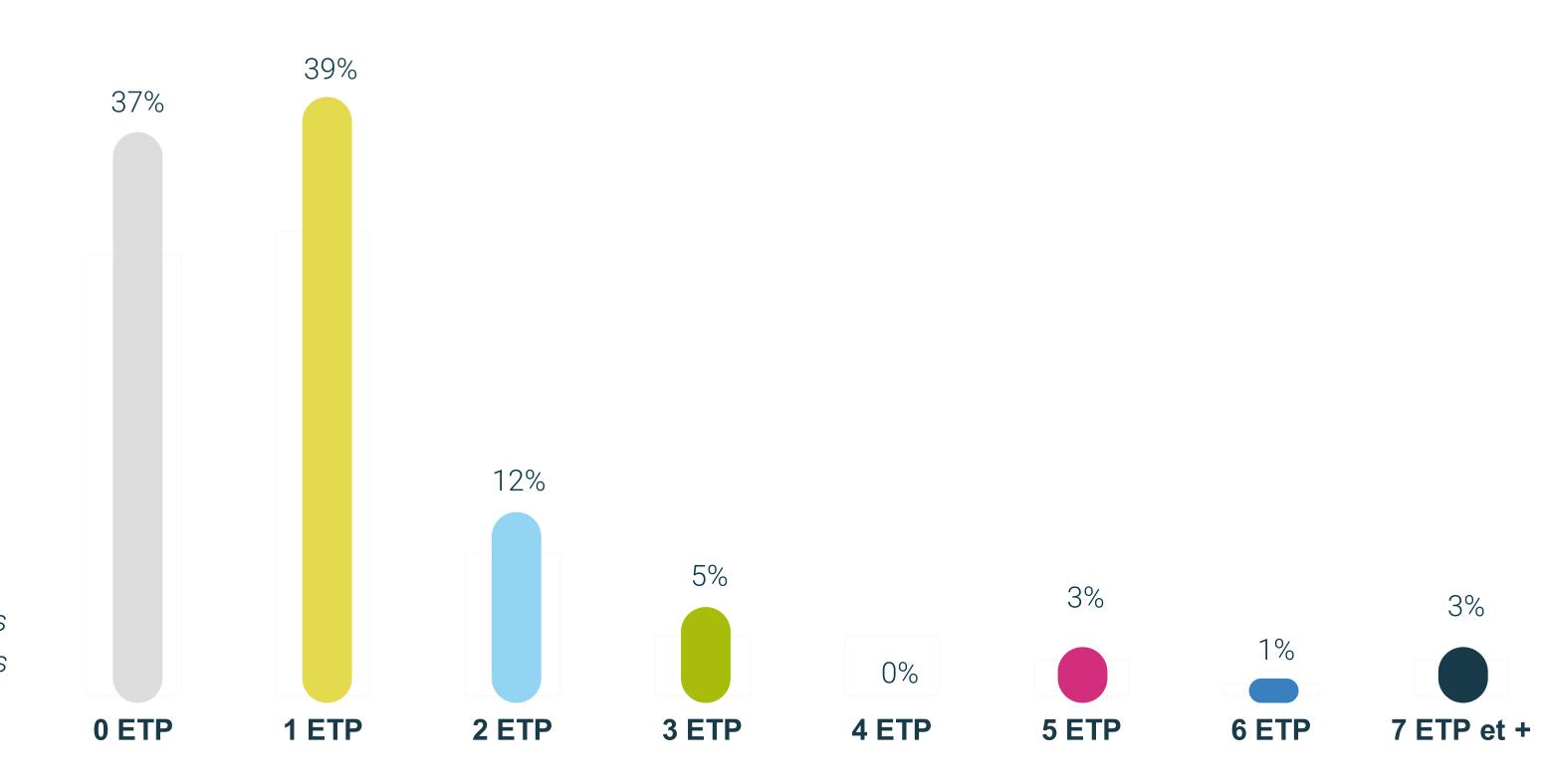
Diriez-vous que la mise en place de la CSRD a déjà changé de manière positive la vision de vos collègues sur les sujets ESG ?



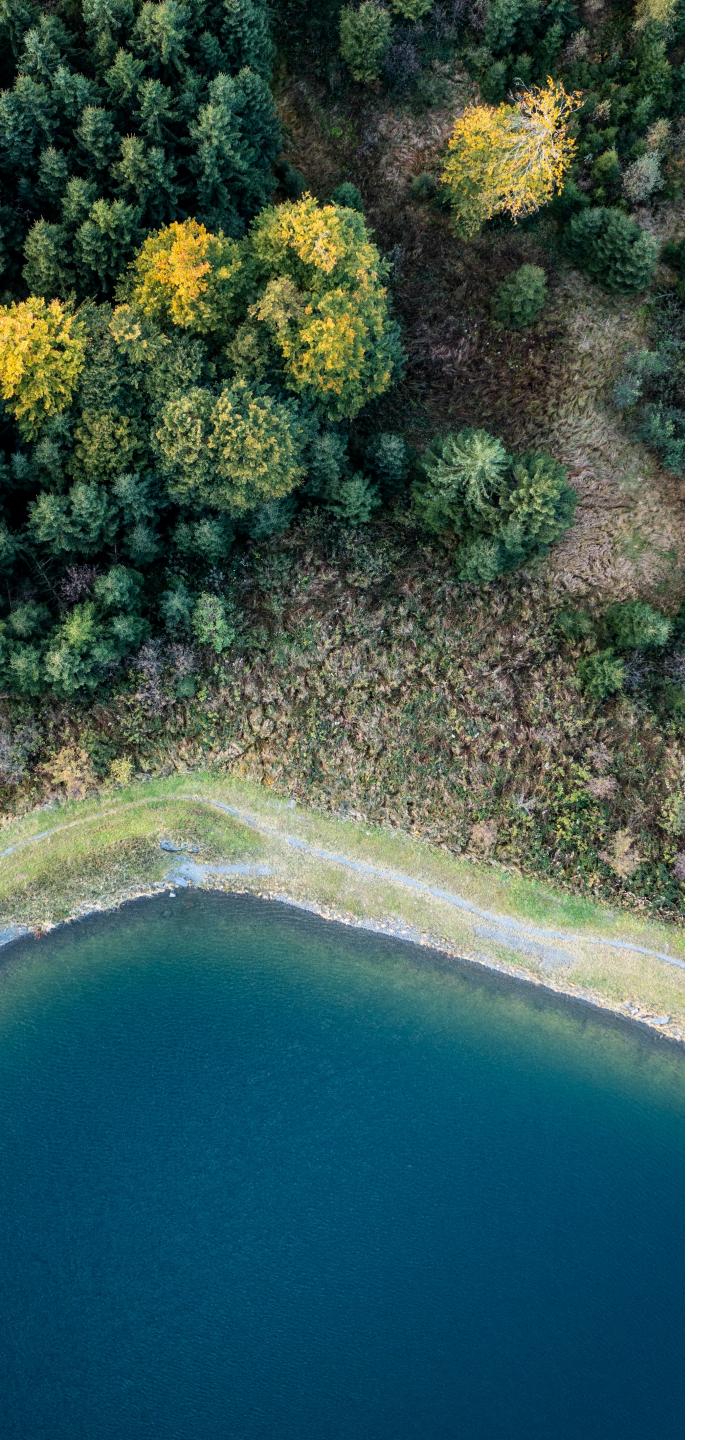


57% des répondants estiment que la CSRD n'a pas fait évoluer la vision des autres départements sur les sujets ESG, 18% pensent que l'impact est positif et 15% que l'impact est négatif

Avec la mise en place de la CSRD, envisagez-vous d'accroitre le nombre de collaborateurs au sein du département RSE?



Si 37% des répondants ne prévoit pas de recruter, au moins une ressource sera recrutée pour 39% des répondants et ils sont 24% à prévoir de recruter plus de 2 personnes



Quels sont les impacts en terme de reporting?

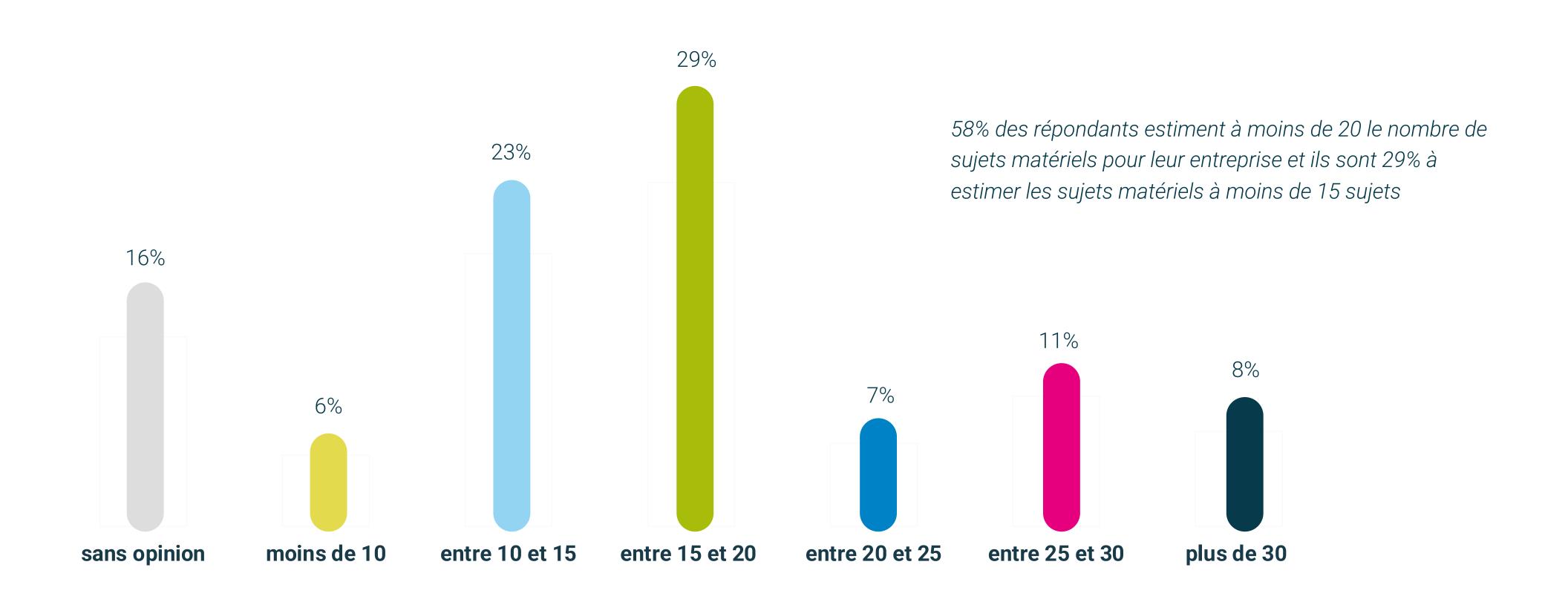
Les entreprises qui se sont engagées dans la mise en place de la CSRD ont mobilisé un grand nombre de moyens internes comme externes qu'il s'agisse de moyens humains ou financiers. Les premiers travaux démontrent une densification du nombre des indicateurs de reporting, du nombre de sujets matériels ainsi que de la refonte du processus de collecte des données qui devrait déboucher sur une refonte des outils extra-financiers. Une majorité de répondants estiment que le reporting extra-financier devrait être pris en charge par le département Finance.

- 58% des répondants estiment à moins de 20 le nombre de sujets matériels pour leur entreprise. 50% d'entre eux estiment les sujets matériels à moins de 15 sujets.
- 69% des répondants s'attendent à une augmentation très significative du nombre d'indicateurs extra-financier et 16% des répondants anticipent plus d'un doublement de leur nombre de KPIs
- 85% des répondants estiment que les outils de collecte extrafinanciers vont devoir évoluer ou être remplacés.
- Si 21 % des répondant n'envisagent pas de changer d'outil de reporting avec l'arrivée de la CSRD, 50% pensent changer d'outil dans les 18 prochains mois et cela monte à 68% dans les deux ans à venir.

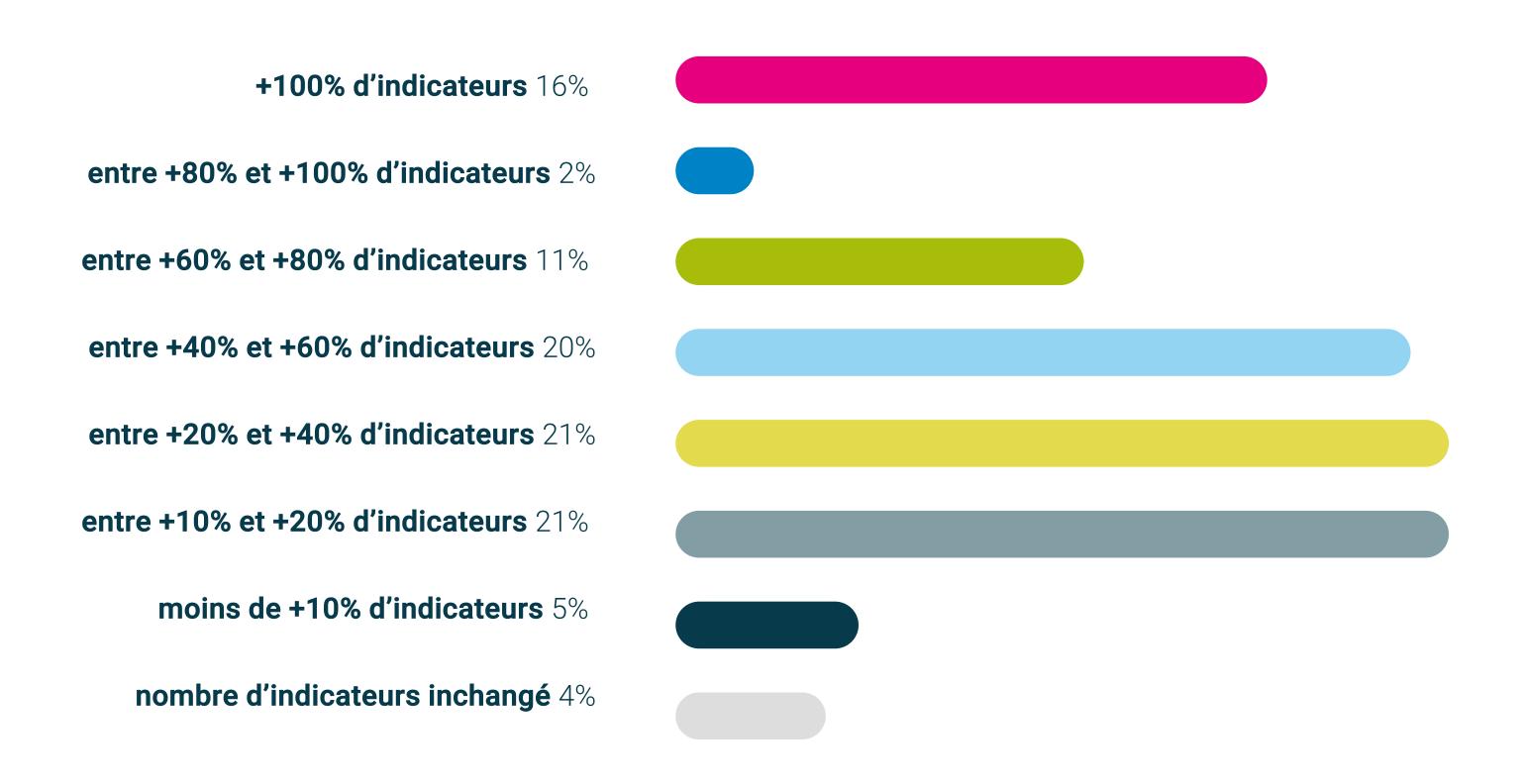
• 75% des répondants indiquent que la collecte des données extra-financières devrait être pris en charge par un autre département que le département RSE et 53% pensent que cela devrait être fait par la Finance.

Le détail des chiffres ci-dessus est à retrouver dans les slides suivantes.

Combien de sujets avez-vous / pensez-vous identifier comme étant matériels ?

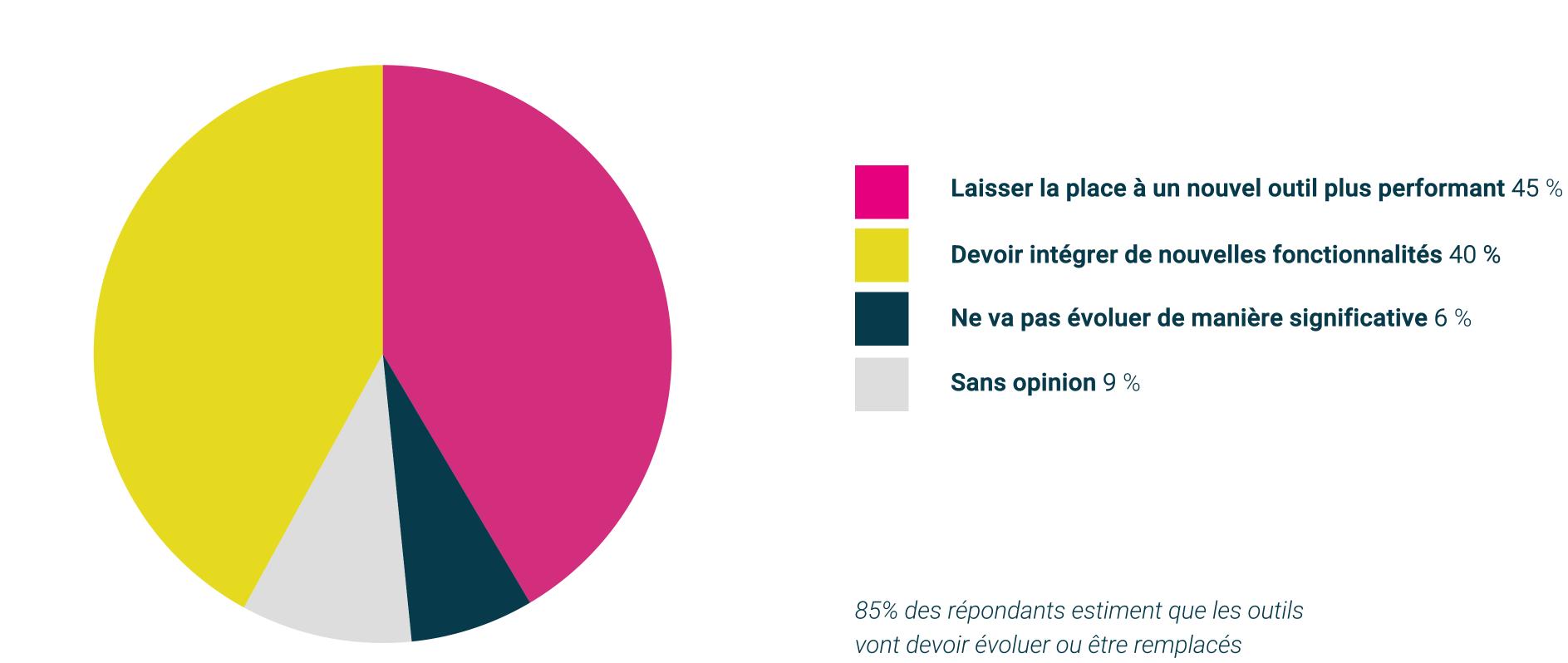


Quel est l'accroissement du nombre de KPI que vous prévoyez avec la mise en place de la CSRD?

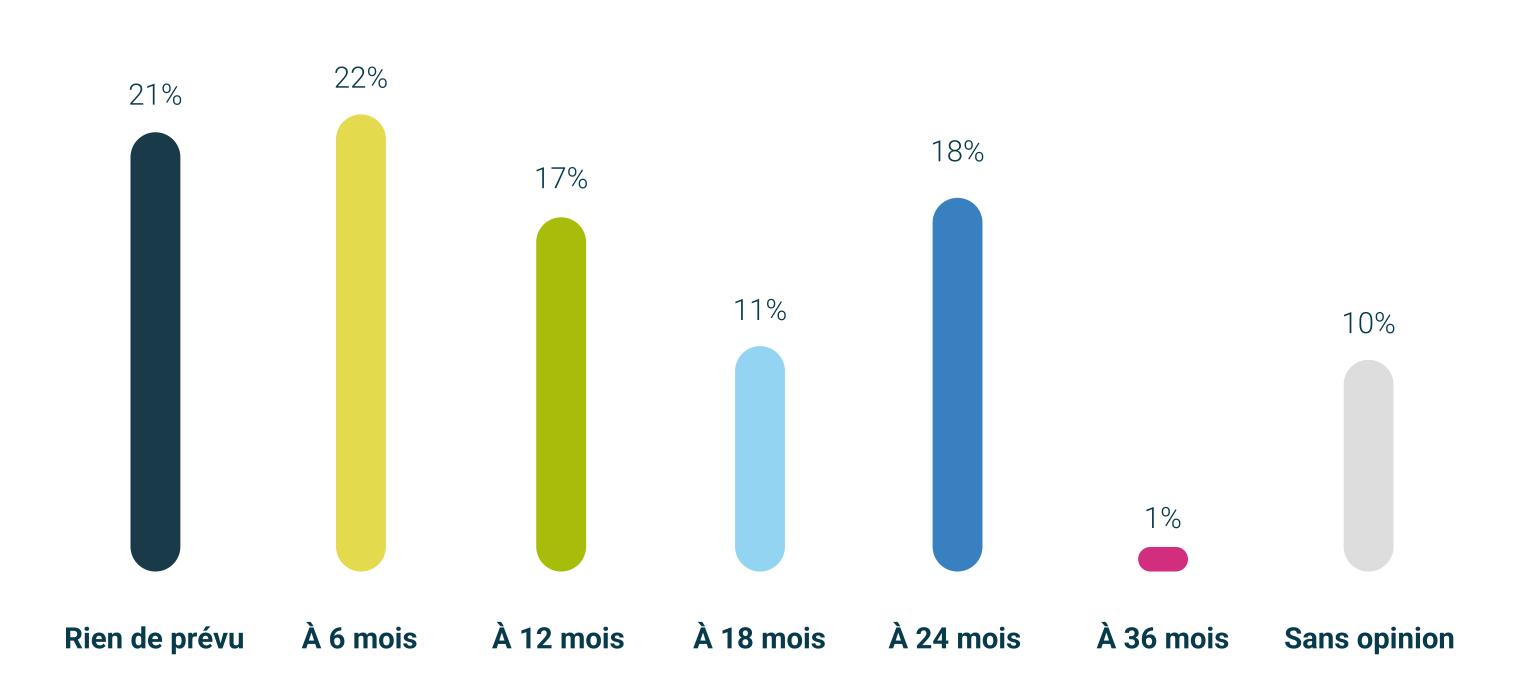


69% des répondants s'attendent à une augmentation très significative du nombre d'indicateurs extra-financiers et 16% des répondant anticipent plus d'un doublement de leurs KPIs

Si oui, pensez-vous que votre outil collectant vos données extra- financière va...



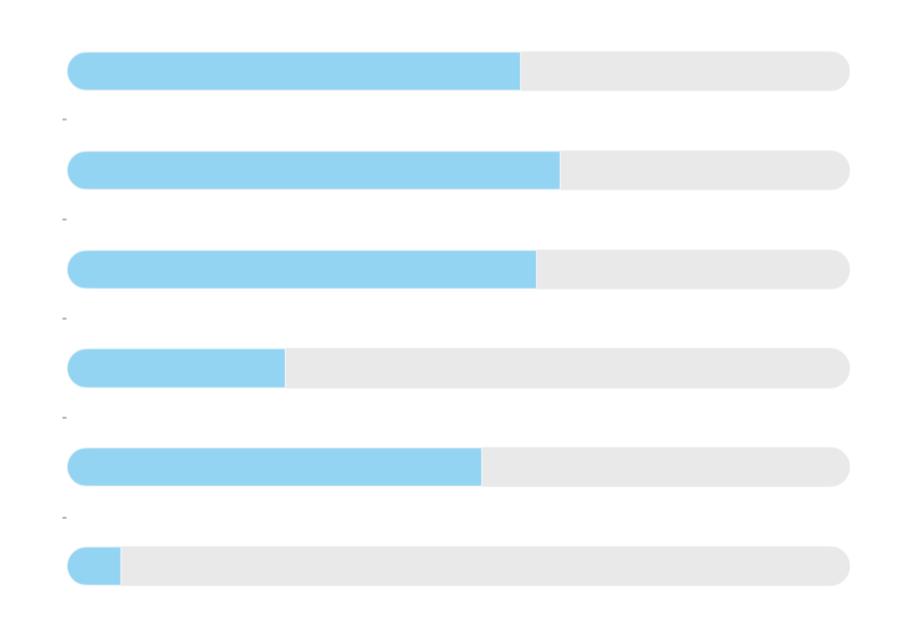
Si vous pensez vous doter d'un nouvel outil dédié aux données extra-financières, à quelle échéance ?



Si 21% des répondant n'envisage pas de changer d'outil de reporting avec l'arrivée de la CSRD, 50% pensent changer d'outil dans les 18 prochains mois et cela monte à 68% dans les deux ans à venir

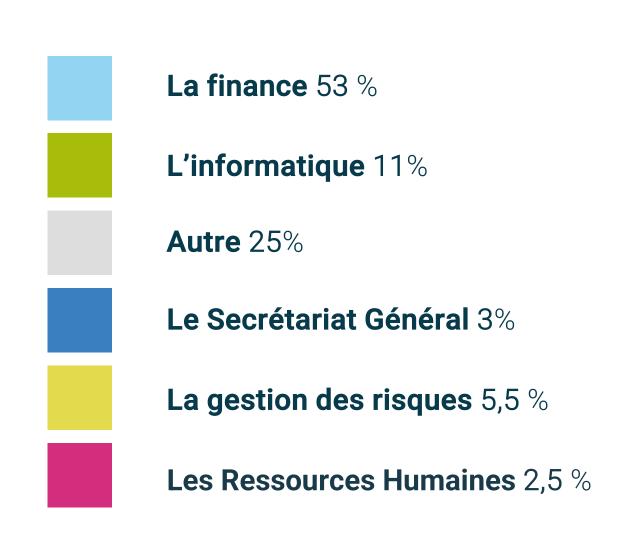


Avec la mise en place de la CSRD, pensez-vous devoir faire évoluer votre processus de collecte des Indicateurs Extra-financiers ?

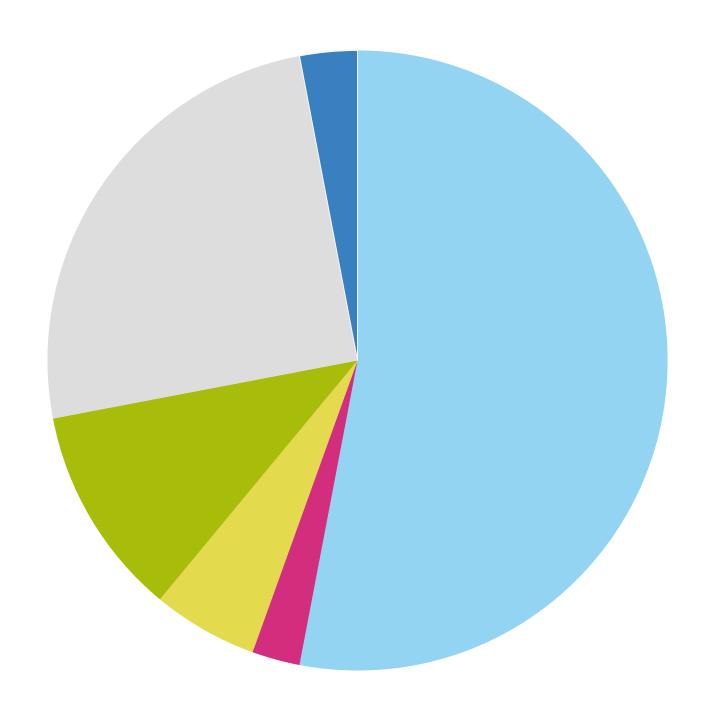


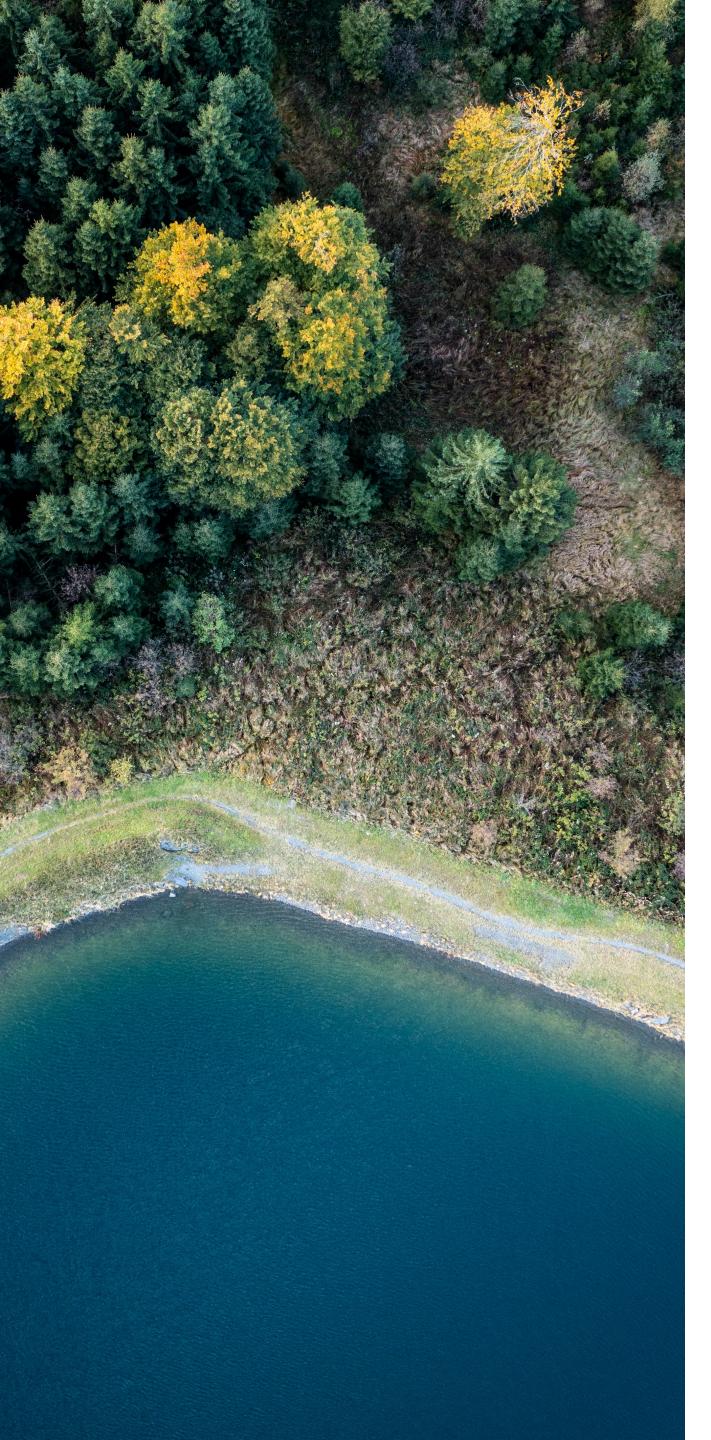
des répondants ont cité la réponse
 Pas d'évolution à prévoir

A cette occasion, pensez-vous que ce processus de collecte des indicateurs Extra-financiers devrait être pris en charge par un autre département tels que...



75% des répondants indiquent que la collecte des données extra-financières devrait être pris par un autre département que le département et 53% pensent que cela devrait être fait par la Finance



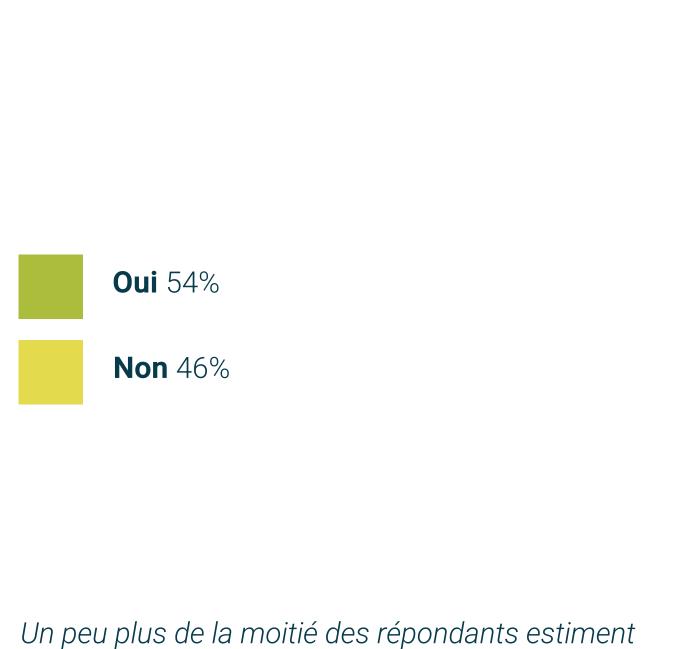


Quels les impacts en terme recrutement?

- Un peu plus de la moitié des répondants estiment qu'il sera nécessaire d'accroitre le nombre de collaborateurs alloués à l'équipe RSE.
- A court terme les recrutements auront pour but de renforce le processus de collecte des données extra-financière pour 25% des répondants.
- Si 37% des répondants n'envisagent pas de recrutement à court terme, 30% des répondants pensent procéder des recrutements internes en CDI/

Le détail des chiffres ci-dessus est à retrouver dans les slides suivantes.

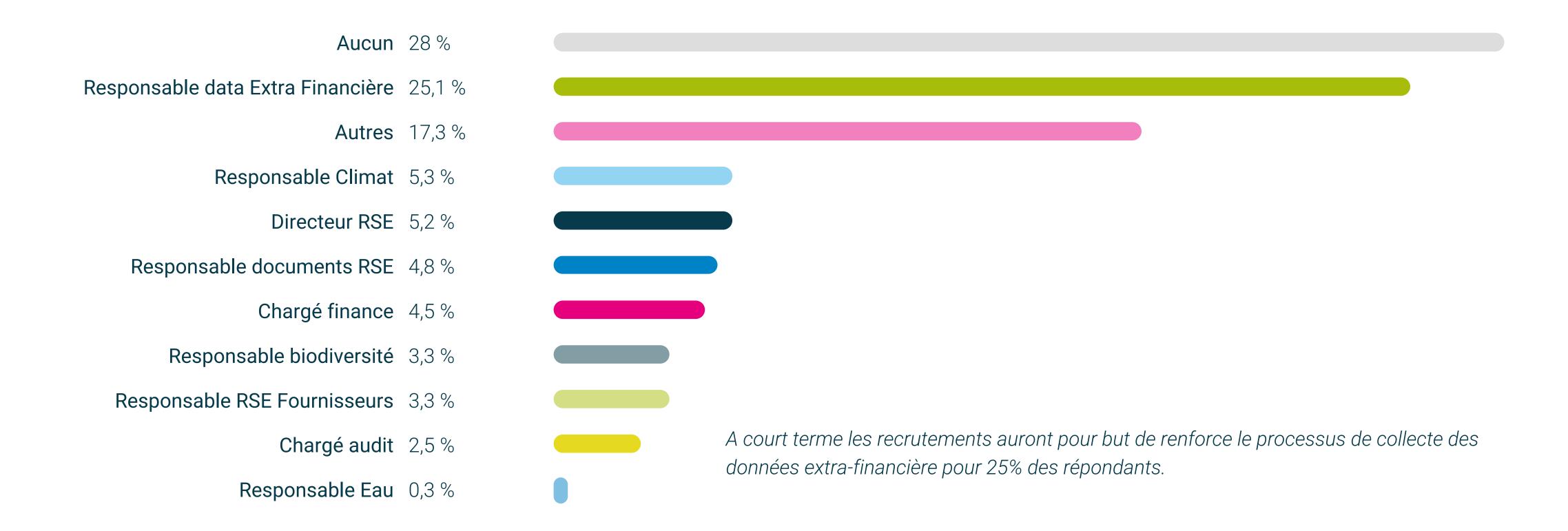
Avec la mise en place de la CSRD, envisagez-vous d'accroitre le nombre de collaborateurs au sein du département RSE?



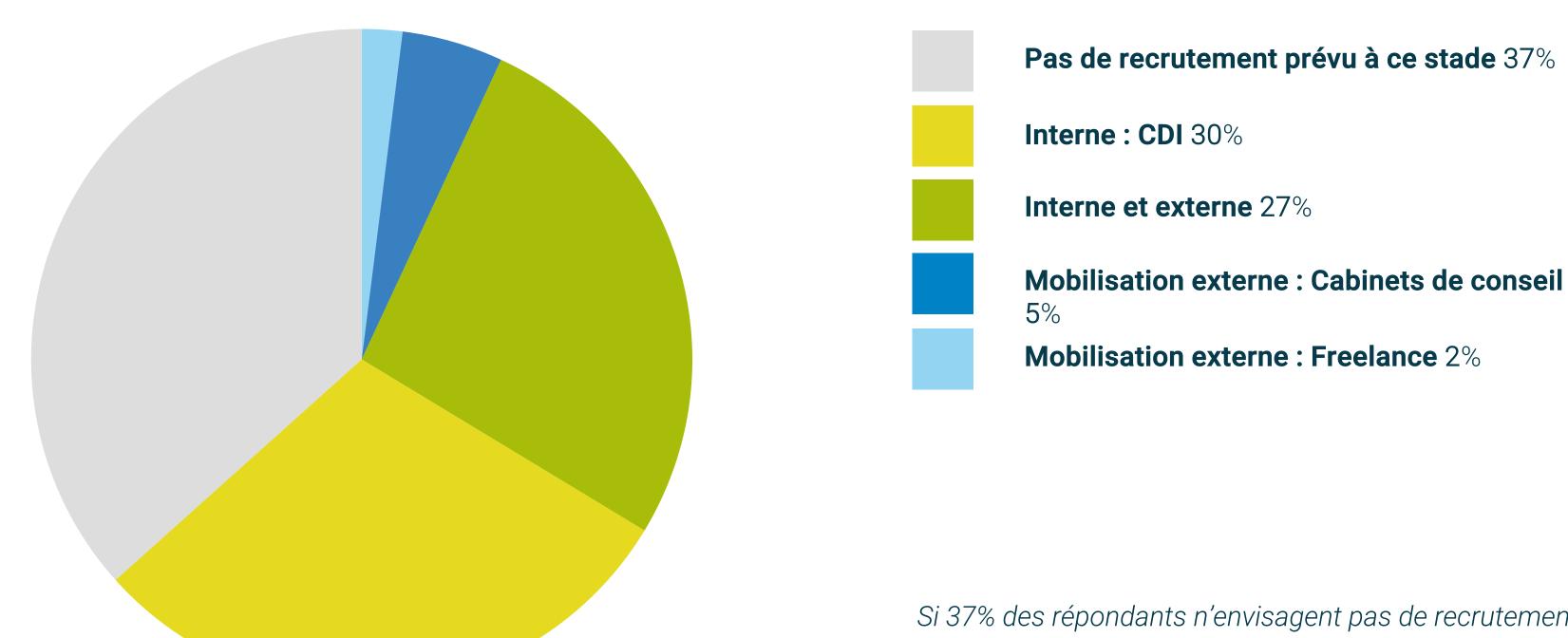
Un peu plus de la moitié des répondants estiment qu'il sera nécessaire d'accroitre le nombre de collaborateurs alloués à l'équipe RSE



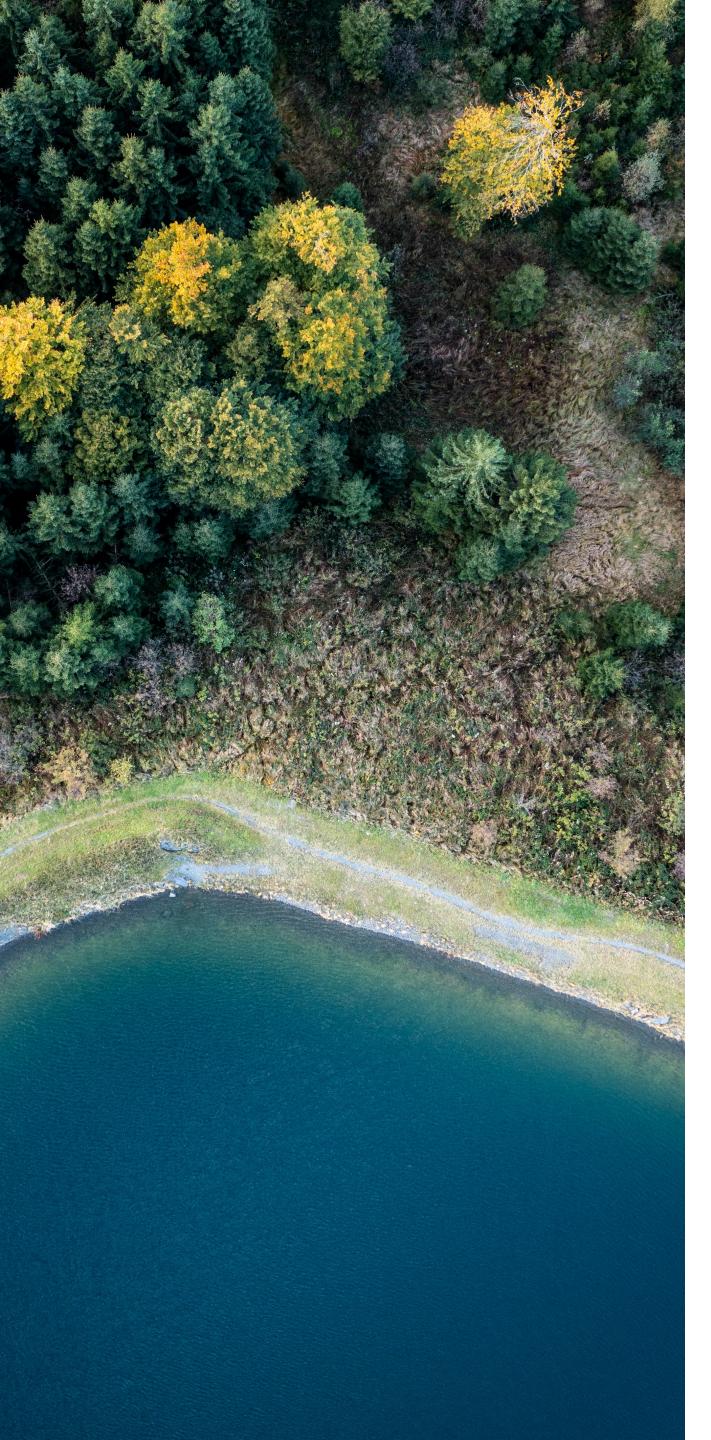
Quels types de profils pensez-vous recruter dans les 18 prochains mois ?



S'agirait-il de recrutements internes / externes ?

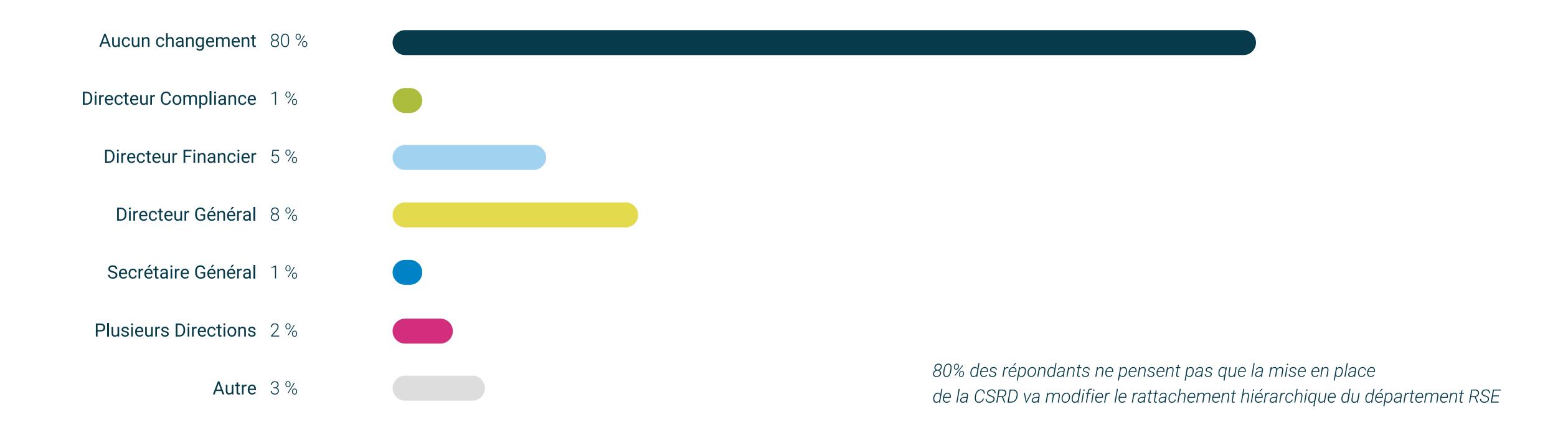


Si 37% des répondants n'envisagent pas de recrutement à court terme, 30% des répondants pensent procéder des recrutements internes en CDI

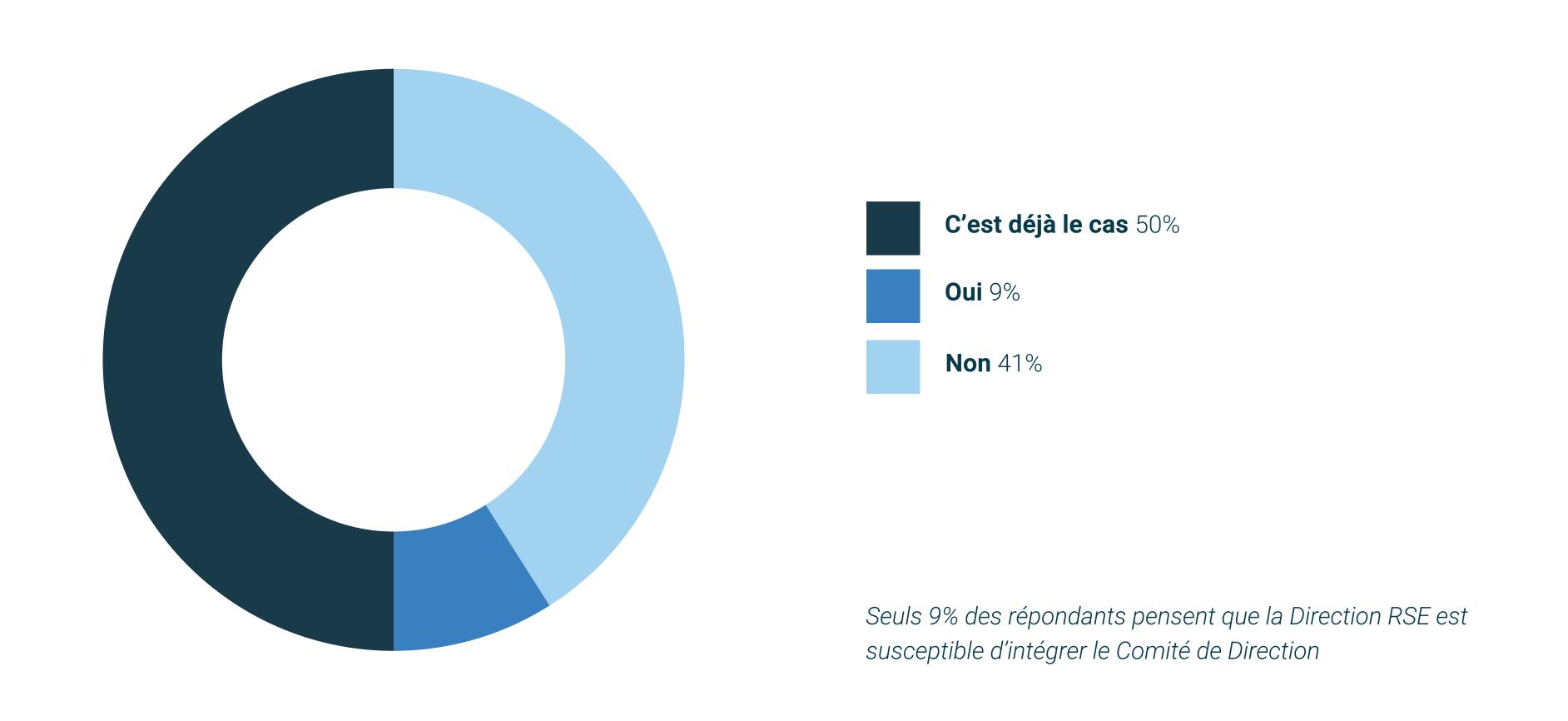


Annexe – Autres éléments

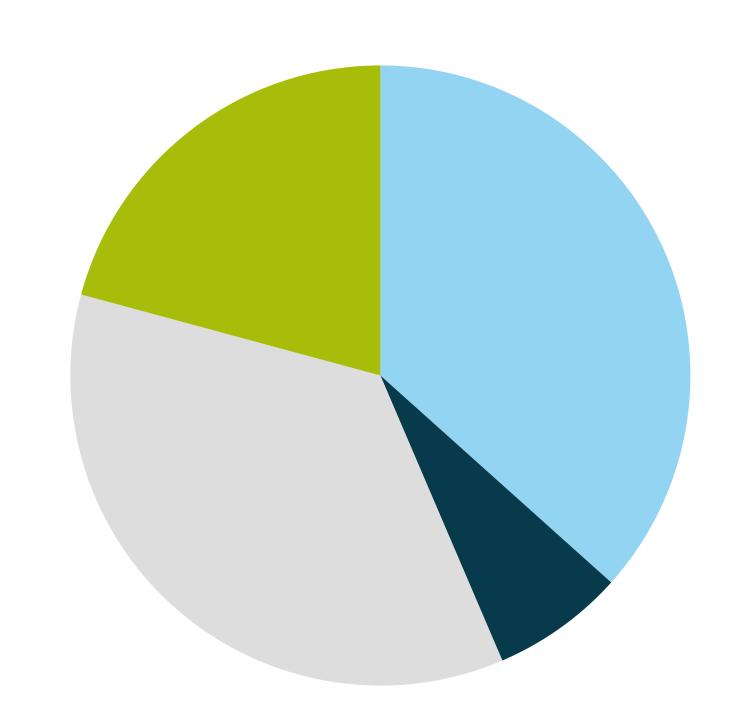
Avec la mise en place de la CSRD, envisagez-vous un changement de rattachement pour la direction RSE?

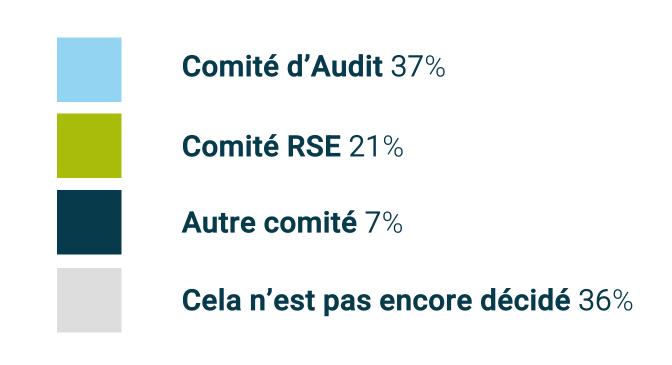


Si ce n'est pas encore le cas, pensez-vous que la Direction RSE va intégrer le Comité de Direction ?



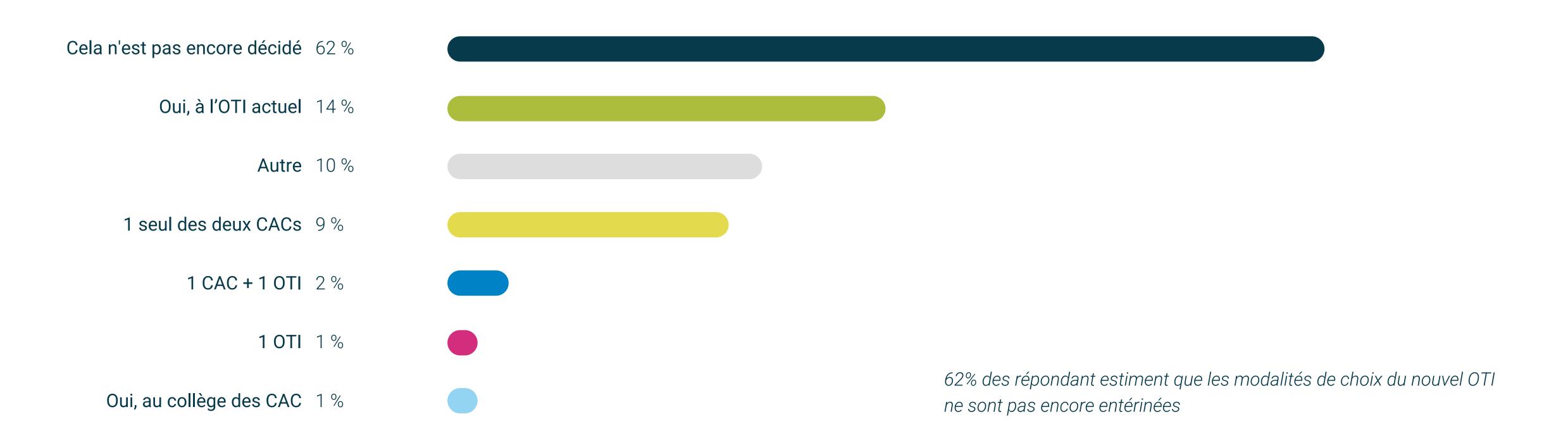
Au sein du Conseil d'administration, quel comité assurera le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations en matière de durabilité?



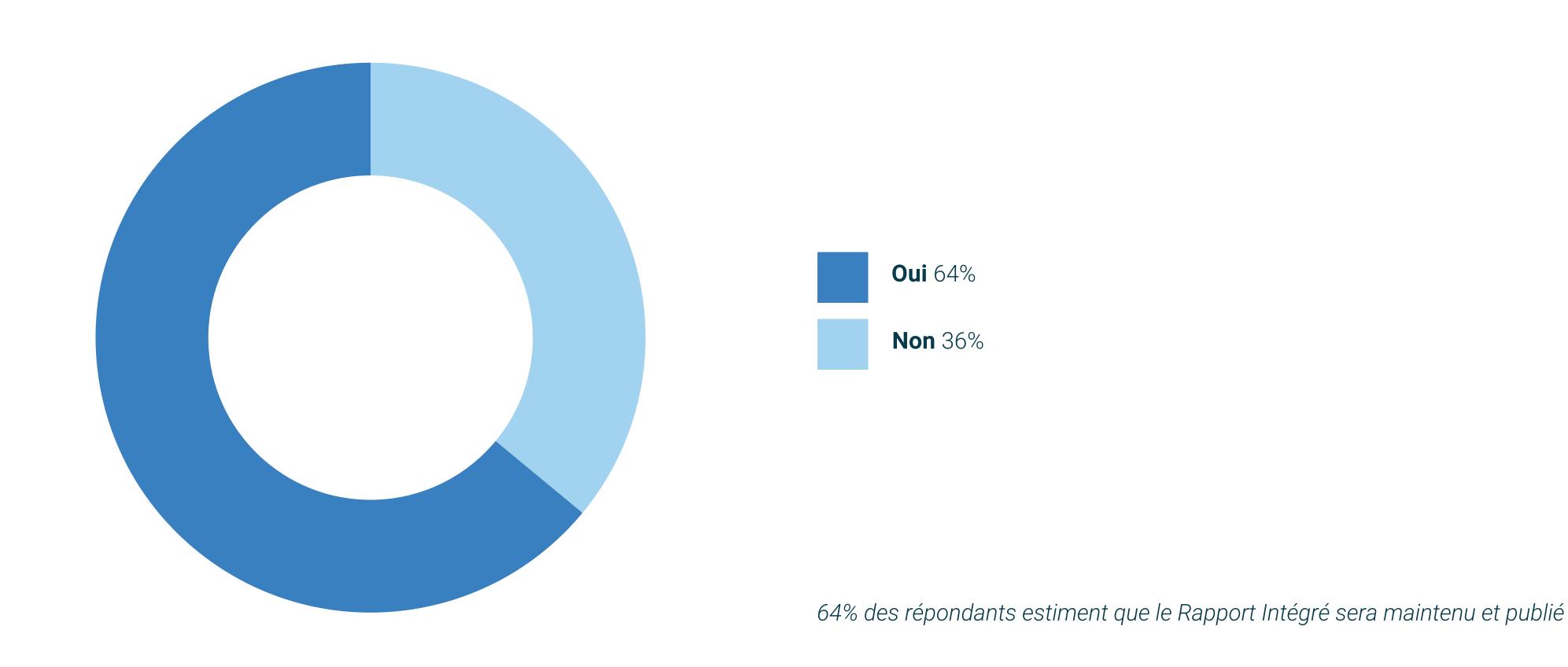


36% des répondants n'ont pas encore défini quel Comité au sein du CA assurera le suivi des questions relatives à l'élaboration et le contrôle de l'information extra-financière, 37% pensent que cela reviendra au Comité d'Audit et 21% au comité RSE

Avez-vous défini les modalités d'attribution du mandat de certification des informations en matière de durabilité ?



En prévision de la CSRD, allez-vous maintenir la publication d'un rapport intégré ?





Quelle est la part d'information déjà disponible dans votre organisation au regard de ce qui est attendu dans le cadre de la CSRD?



Le C3D remercie toutes les parties-prenantes contributrices, directement impliquées dans cette enquête - notamment ses entreprises adhérentes- ainsi que toutes les personnes mobilisées dans le cadre de cette étude et de sa restitution.

Pour plus d'informations : contact@cddd.fr

